

Présentation

La « décroissance » est une idée à la mode. Au-delà des seuls courants écologistes, il est fréquent d'entendre aujourd'hui que la solution à tous les maux qui frappent l'humanité serait de rompre avec une logique « croissanciste » - c'est-à-dire une politique tout entière tournée vers la croissance.

Ce courant est bien moins nouveau qu'on pourrait le croire : dans chaque période de crise – et elles ont été nombreuses sous le capitalisme – il réapparaît des courants qui s'en prennent non à l'organisation capitaliste de la société et à la classe parasitaire qui la dirige, la bourgeoisie, mais à un manque de ressources de la planète. C'est une résurgence des théories de Malthus, cet ecclésiastique du 17^e siècle qui prétendait que la croissance des richesses ne pourrait permettre de faire face à la croissance de la population.

En 1968, cette théorie réactionnaire a connu une nouvelle jeunesse avec les thèses de Paul Ehrlich, qui voyait un facteur d'extinction de l'espèce humaine dans « la bombe P », (P comme population). En 1972, des économistes et des dirigeants politiques se mirent à prêcher « la fin de la croissance » comme remède à la crise économique mondiale.

Ces idées, même si elles séduisent un certain nombre de personnes révoltées par le fonctionnement du capitalisme ou inquiètes de la destruction de l'environnement et des ressources naturelles, sont fondamentalement réactionnaires. Nous sommes convaincus, à Lutte Ouvrière, que l'avenir de l'humanité n'est pas dans un vaste retour en arrière vers une économie « relocalisée », et que la surpopulation n'est nullement la cause des crises ou de la misère qui frappe des milliards d'êtres humains. L'avenir de l'humanité, c'est une économie planifiée, contrôlée par la population elle-même, et débarrassée du fléau de la propriété privée.

Du néo-malthusianisme des années 1970 à la décroissance actuelle, le lecteur trouvera dans ce dossier une compilation de textes de Lutte Ouvrière exprimant notre point de vue sur ces courants.

Le néo-malthusianisme: théorie réactionnaire à l'usage du capitalisme sénile

La publication de la fameuse « *lettre Mansholt* » où celui-ci exposait ses vues concernant la croissance économique, semble avoir ouvert les vannes à un véritable déferlement des idées malthusiennes.

Prenant appui sur les inquiétudes largement ressenties devant la multitude des nuisances engendrées par la production capitaliste anarchique, s'emparant des mises en garde formulées par un grand nombre de naturalistes devant la destruction sauvage d'équilibres naturels, les courants malthusiens ont brusquement débordé les cénacles universitaires. D'un seul coup, des organisations comme le « *Club de Rome* », regroupement jusque-là confidentiel d'intellectuels et de capitalistes partisans de la limitation de la croissance économique, ont accédé à la notoriété publique.

Le rapport, à la fois alarmiste et à prétention hautement scientifique, élaboré par, des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology, sous le titre évocateur de « *Halte à la croissance* », a connu une diffusion de best-seller. Le nom de l'association américaine pour la « *Croissance Economique Zéro* » a traversé l'Atlantique pour donner une étiquette et, en même temps, le résumé d'un programme à tout un courant d'idées.

Ainsi, la croissance économique, portée au pinacle depuis la guerre comme la justification suprême, la raison d'être, de l'économie capitaliste, est brusquement précipitée aux enfers. Les nouveaux prophètes du malthusianisme annoncent que, sans l'arrêt de la croissance tant économique que démographique, la société va vers une catastrophe inéluctable. L'humanité du XXI^e siècle, trop nombreuse sur une terre trop petite, engluée dans ses propres déchets qu'elle sera incapable d'éliminer, épuisant ses réserves de terres arables et de ressources énergétiques et minérales, tombera dans un rapide et inévitable déclin jusqu'à, peut-être, la disparition totale.

L'horizon de l'an 2000 semble remplir le monde bourgeois de la même panique que l'horizon de l'an 1000 feu le monde féodal. Malthusianisme économique et démographique sinon pénitence et auto-flagellation, la société humaine n'aurait d'autres moyens de conjurer la fin du monde qu'en faisant le sacrifice du progrès.

Les méfaits de la croissance capitaliste

Cette brusque flambée de pessimisme malthusien contraste avec l'optimisme agressif affiché par les idéologues de la bourgeoisie pendant les quelque vingt ans qui ont suivi la guerre. Prétendant avoir éliminé les crises, ils annonçaient triomphalement qu'une ère de croissance harmonieuse illimitée s'ouvrait et que cette crois-

sance, en augmentant dans des proportions considérables la quantité des biens matériels, permettrait progressivement l'acheminement vers une société prospère pour tous.

Laissons de côté le caractère quantitativement limité de cette croissance, même pendant cette période de relative prospérité pour les affaires capitalistes, ainsi que son absence totale d'harmonie marquée par des périodes de récessions plus ou moins longues. Mais, telle quelle, la croissance capitaliste non seulement n'a résolu et n'a pu résoudre aucun des grands problèmes qui pèsent sur la société humaine à l'échelle du monde, mais a considérablement aggravé ceux qui existaient déjà, et en a ajouté d'autres.

La croissance ou la reproduction capitaliste élargie, ne se traduisent pas seulement par un accroissement de la production des biens matériels sous forme de marchandises, elles se traduisent également par la reproduction des rapports capitalistes eux-mêmes à une échelle plus grande. L'augmentation quantitative de la production n'avait et ne pouvait avoir d'effet sur la nature sociale de la répartition, si ce n'est dans le sens de l'aggravation.

La croissance économique n'est pas socialement neutre, ses fruits ne se répartissent pas au même titre entre tous. Au contraire, le surcroît de richesse créé par l'économie capitaliste, s'accumule toujours au même pôle ; au lieu de combler, il aggrave l'écart entre ceux qui contrôlent et monopolisent le capital social et les autres.

En particulier, l'expansion économique de l'après-guerre, au lieu de combler l'écart entre les riches puissances impérialistes et les pays pauvres, l'a élargi encore. Cette aggravation du retard économique est d'autant plus catastrophique pour les larges masses de ces pays qu'elle se conjugue avec un accroissement démographique rapide. Il a suffi de bien peu de choses : la généralisation des vaccinations, voire tout simplement un peu de chlore ou de permanganate dans les réservoirs d'eau potable des grandes cités des pays pauvres, pour que la mortalité due aux maladies contagieuses baisse de façon spectaculaire. Mais à l'accélération brusque de la croissance démographique qui en résultait, ne correspondait pas un plus grand accès aux biens de ce monde. Pour les deux tiers de l'humanité, non seulement il n'est pas question de cette prospérité annoncée par les chantres de la croissance capitaliste, mais la simple survie quotidienne pose des problèmes de plus en plus insurmontables.

La survie de l'homme est menacée d'une toute autre manière, mais socialement pour les mêmes raisons, dans les pays développés également. Ayant comme seul moteur le profit individuel, incontrôlée par la société, la production capitaliste choisit ses méthodes et ses moyens en fonction de ce qui est rentable aux possesseurs du capital qui la mettent en œuvre. La conséquence en est double : l'incapacité de la production capitaliste à faire face à la demande nécessaire mais non solvable, mais aussi, de façon symétrique, le gaspillage de la force de travail et des ressources naturelles pour satisfaire toutes les demandes solvables, même lorsqu'elles sont inutiles, voire quand elles sont franchement nuisibles.

Le gaspillage des ressources naturelles et la dégradation du milieu naturel par souci de rentabilité individuelle, immédiate et au détriment de l'homme, sont aussi vieux que l'économie capitaliste. Les pays qui, comme l'Angleterre par exemple, furent les berceaux du capitalisme, en portent les traces indélébiles. Aujourd'hui, la

dégradation a changé d'échelle avec le changement d'échelle de la production: Les habitants des agglomérations urbaines sont menacés d'asphyxie par les émissions de gaz toxiques, l'eau des rivières et des lacs, chargée de produits chimiques voit périr sa faune et sa flore, les océans eux-mêmes sont progressivement menacés par les déjections provenant des rivières et des navires, l'emploi de certaines méthodes d'agriculture accélère l'érosion des sols et menace de détruire des équilibres écologiques essentiels.

Voilà les menaces que l'économie capitaliste, même lorsqu'elle est en croissance, fait planer sur la société humaine. Voilà le réquisitoire des faits à l'encontre de ceux pour qui le taux de croissance constitue l'ultime argument pour défendre le système social capitaliste.

Le seul mérite de la flambée malthusienne actuelle est d'attirer l'attention sur ces faits-là.

Mais c'est tout. Car l'explication que ces courants donnent de ces faits, est une explication inepte et réactionnaire, et surtout, les remèdes qu'ils proposent font peser sur l'avenir de l'homme un danger aussi grave que les maux qu'ils sont sensés combattre.

Frapper les plus mal lotis...

Auguste Bebel, un des fondateurs de la social-démocratie allemande écrivit il y a quelque 100 ans que la peur de la surpopulation et la prolifération des idées malthusiennes qu'elle engendre se manifestent « *toujours dans les périodes de décadence de l'ordre social* ». Il ajoutait « *Le mécontentement général qui prend alors naissance est attribué alors en premier lieu à l'abondance d'hommes et au manque de vivres, et non pas à la manière dont on les obtient et les divise* ».

La première grande vague de malthusianisme de l'après-guerre a fait suite à la publication, au début des années cinquante, des résultats du premier recensement à l'échelle du globe, ainsi que des prévisions qui en ont été tirées par un certain nombre de sociologues et d'économistes. La démographie galopante des pays sous-développés est devenue subitement un sujet à la mode. Elle l'est devenue en même temps qu'un autre : la faim dans le monde. Il ne manqua pas de théoriciens pour établir immédiatement un lien simple entre les deux : si les peuples des pays sous-développés sont mal nourris, si des centaines de milliers de personnes meurent tous les ans dans le monde de faim ou des conséquences directes ou indirectes de la malnutrition, c'est parce qu'il y a trop d'hommes pour trop peu de ressources. Comme les ressources ne peuvent pas augmenter au même rythme que la population, c'est le rythme d'accroissement de cette dernière qui doit être limité. Entourés par la marée montante de la misère dans les pays pauvres, les idéologues de la bourgeoisie des pays bien nourris pointaient leur doigt accusateur vers les victimes de la misère pour les accuser d'en être la cause. Pendant que d'immenses richesses – accumulées pour une large part justement par l'exploitation des pays pauvres – étaient gaspillées en Occident capitaliste, et que d'autres, plus immenses encore, n'ont pas été créées alors qu'elles auraient pu l'être, les puissances riches faisaient généreusement cadeau, aux pays ravagés par la faim, de la pilule et du stérilet.

Il y eut même des théoriciens malthusiens pour aller plus loin encore dans l'ignominie : l'un des plus connus d'entre eux, l'américain Vogt, proposa froidement

« la limitation des naissances par tous les moyens, y compris par la suppression des secours et des soins médicaux aux nations prolifiques. »

Ce malthusianisme-là, expression de la crainte des bourgeoisies des pays de l'Occident capitaliste devant cette accumulation explosive de misère lourde de menaces de révolte, était démographique et réservé, en quelque sorte, à l'usage des pays pauvres. Il pouvait fort bien se marier avec la conviction que les possibilités de développement de l'économie capitaliste sont illimitées et que, en ce qui concerne les pays développés, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes possibles.

Le malthusianisme en vogue aujourd'hui ne se limite plus à la démographie et, en matière de démographie, il ne se limite pas aux pays arriérés.

« Le problème-clé est celui de l'évolution démographique dans le monde. C'est surtout dans les pays en voie de développement que la natalité prend des proportions angoissantes, mais l'Occident industriel ne pourra non plus échapper à la nécessité de contrôler la natalité » – affirme la lettre Mansholt. Il faut même plus que stabiliser la croissance démographique affirme de son côté le *« plan pour la survie »* proposé par un groupe d'écologistes anglais : l'Angleterre par exemple *« devrait se donner comme objectif pour les 150 ou 200 ans à venir, un chiffre ne dépassant pas 30 millions (d'habitants) – et sans doute faudra-t-il se tenir encore en dessous, pour tenir compte de la fluctuation des ressources »*.

L'argumentation célèbre de Malthus, rejetant la responsabilité de la misère du grand nombre, sur la contradiction entre la croissance arithmétique de la production et la croissance géométrique de la population, est dépassée par les successeurs actuels de l'économiste réactionnaire du siècle passé. Aujourd'hui, selon eux, la croissance de la production ne devrait même pas être arithmétique, elle devrait tout bonnement s'arrêter, faute de quoi les ressources naturelles seraient épuisées en quelques années et définitivement.

« Il est évident que la société de demain ne pourra pas être axée sur la croissance, du moins pas dans le domaine matériel » affirme Mansholt. La conséquence naturelle c'est que, non seulement, il faut réduire la population, mais encore il faut *« une forte réduction de la consommation de biens matériels par habitant »*... Il faut *« la prolongation notable de la durée de vie de tous les biens d'équipement »*.

Forrester, un des initiateurs du rapport du Massachusetts Institute of Technology qui sert peu ou prou de référence *« scientifique »* à tous les croisés de la croisade anti-croissance, chiffre les limitations souhaitées de la manière suivante: réduction de l'exploitation des ressources non renouvelables de 75%, du montant des investissements en capital de 40%, du taux de naissance de 30%, de la production de nourriture de 20 %.

Il n'est pas étonnant que les vulgarisateurs des travaux de Forrester en tirent comme conclusion que, probablement, les pays occidentaux connaissent à l'époque actuelle leur âge d'or.

« Jamais leur niveau de vie n'a été aussi haut dans le passé, et il est permis de penser qu'il ne sera jamais plus aussi haut dans le futur », voilà la perspective pour l'Occident développé. Les pays arriérés ? *« Par un très simple calcul arithmétique et que la simulation par ordinateur confirme largement, il semble impossible d'envisager d'une façon réaliste que le niveau de vie des pays sous-développés re-*

joigne jamais celui des pays riches »... ou encore « Dans ces conditions, une éventuelle égalisation des niveaux de vie tendra à s'effectuer davantage à travers un déclin dans les pays riches que par le biais d'un rehaussement dans les pays pauvres ».

Reste à savoir ce que proposent les prophètes et artisans de la régression, pour faire entrer dans les faits les limitations qui leur semblent indispensables.

Malthus affirmait naguère, sans trop se soucier de précautions oratoires, que ceux qui ne sont pas conviés au « *grand banquet de la nature* » n'ont qu'à disparaître. Ne serait-ce que pour ne pas gêner la digestion de ceux devant qui les plats sont abondants. L'égoïsme de classe du nanti face à la misère s'étalait en toute franche cruauté.

Ses successeurs sont moins loquaces sur la question, et aussi moins francs. La régression envisagée ne peut cependant pas être « *neutre* » socialement dans une société de classes. Et encore moins égalisatrice.

Frapper le pauvre pour préserver le riche, ne concerne pas seulement l'ensemble constitué par les pays développés d'une part, arriérés de l'autre. Les mesures avancées, pour l'instant timidement, sont également sélectives dans le cadre d'une même société, y compris en l'occurrence celle des pays développés.

« *Il nous incombe d'indiquer les éléments économiques qui peuvent contribuer à promouvoir la limitation des naissances* » réclame Mansholt « *A cet égard, on peut penser à la politique fiscale et à la suppression des aides sociales aux familles nombreuses* ». Autrement dit, en clair, frapper celles des familles nombreuses qui ont besoin d'aide sociale.

Le « *plan pour la survie* » déjà cité du groupe anglais « *the Ecologist* » va dans le même sens, et parfois de façon quelque peu plus explicite et plus systématique encore. La régulation démographique, comme la régulation de la consommation, doit se faire par un système de sélection par l'argent. C'est ainsi que, pour ne citer que cet exemple, étant donné que la production d'un bien durable, du fait même qu'il ne faut pas le reproduire immédiatement, pèse moins sur les ressources naturelles que les biens immédiatement consommables, il faut encourager fiscalement les premiers et décourager les seconds. Autrement dit, la fiscalité doit peser essentiellement sur les biens de consommation – biens consommés pour l'essentiel par les travailleurs – et parmi ceux-ci, sur ceux qui durent le moins.

Tailler brutalement dans la consommation du nécessaire des pauvres, laisser en même temps aux possesseurs d'argent toutes les possibilités d'accommodement avec la restriction, voilà le principe de base du malthusianisme bourgeois.

Derrière ces propositions, basées sur le désir apparemment humanitaire de prévenir les effets néfastes d'une croissance trop rapide dans un monde aux ressources limitées, se profile le seul moyen de les imposer aux classes exploitées : la trique. Le « *plan pour la survie* » annonce, avec toute l'innocence d'intellectuels uniquement préoccupés du bonheur de tous, que « *s'il est prouvé que les sociétés humaines peuvent vivre heureuses à l'état stationnaire pendant de longues périodes, il n'est pas moins certain que pendant toute la durée de la transition, nous aurons à faire appel, nous-mêmes et nos enfants, à toutes nos ressources morales de courage et de discipline. Pour assurer cette discipline, il faudra une législation, une police, des tribunaux ; mais c'est notre conviction que ces contraintes extérieures n'auront jamais la portée et l'efficacité de celles que nous nous imposerons de nous-mêmes ...* »

... au nom d'une idéologie réactionnaire

Le propre des courants malthusiens bourgeois est d'ériger les maux qui découlent de la production et de la répartition capitalistes en produits de lois universelles. Tout en se payant de la sorte le luxe de dénoncer les maux – au point parfois de trouver des soutiens plus à gauche qu'on n'oserait le penser – ils innocentent les coupables.

L'affirmation selon laquelle il y a trop d'hommes ou, si ce n'est pas le cas aujourd'hui, cela le sera nécessairement demain car, sans une limitation draconienne de la croissance démographique, les vivres finissent nécessairement par manquer, est la première des inepties professées par tout malthusien qui se respecte. La persistance avec laquelle cette affirmation revient au long des siècles en constitue le meilleur démenti.

Humour tout-à-fait involontaire : le chapitre du rapport du Massachusetts Institute consacré précisément aux graves conséquences du caractère géométrique de la croissance démographique, porte un exergue. L'auteur de cet exergue déplore gravement la tendance de chaque famille à avoir beaucoup de fils, car de cette façon, *« il y a donc davantage de monde et. moins de richesses. »* Le texte est signé d'un nommé Han Fei-Tsou, qui avait écrit cette mise en garde... sous la dynastie Tchou, 500 ans avant notre ère. Pourtant, s'il en est qui n'ont pas spécialement intérêt à exhiber leur identité de vue avec un auteur vieux de deux millénaires et demi, ce sont précisément les prophètes de la catastrophe démographique pour dans 20 ans...

L'extraordinaire impulsion donnée à l'économie par le mode de production capitaliste a, pour la première fois, donné à l'humanité le moyen d'échapper aux restrictions démographiques imposées par la nature. Le rapide développement démographique, depuis quelque deux siècles, reflète quoique de façon déformée, justement ce fait-là. Mais, paradoxalement, tout en donnant à l'humanité les moyens techniques et économiques d'échapper à la surpopulation, le mode de production capitaliste engendre inéluctablement la surpopulation. Non qu'il y ait trop d'hommes. Mais parce qu'il y a – et il y a nécessairement en économie capitaliste – trop d'hommes insolubles par rapport à la capacité de production existante, capacité de production qui, justement, s'adapte, en régime capitaliste, non point aux hommes existants et à leurs besoins, mais à leur capacité d'achat. La surpopulation, sous le capitalisme, fait ainsi pendant à la surproduction capitaliste. Et on en arrive à ce résultat, scandaleux à l'égard de la raison, mais parfaitement dans la logique du système, que les mêmes malthusiens qui réclament le freinage brutal de la croissance de la population, réclament le freinage tout aussi brutal de la production.

Certes, nous diront les malthusiens, la deuxième restriction procède d'autres nécessités, auxquelles aucune économie ne saurait échapper, à savoir la quantité limitée des ressources naturelles, terres arables, mais aussi ressources minérales. Soit dit en passant, les mêmes auteurs qui brandissent triomphalement ces raisons d'économie pour le futur, sont d'un mutisme total en ce qui concerne le gaspillage de ces matières premières, notamment par la production d'armement. Mais si, pour une économie rationnellement organisée, il y a en effet de sérieuses économies à faire dans le futur, là est même pas le problème.

Invoquer les réserves minérales connues, faire des extrapolations alarmistes, serait-ce à l'aide d'ordinateurs, pour démontrer qu'au rythme de la consommation ac-

tuelle, il ne reste guère que tant ou tant d'années avant l'épuisement des stocks, procède d'un esprit profondément pessimiste, profondément réactionnaire, à l'égard de la capacité de l'homme. Pas seulement parce que les stocks sont encore loin d'être connus et, comme le souligne François Callot auteur d'un livre sur les « *Richesses minières mondiales* », l'expérience du demi-siècle passé prouve que la courbe des découvertes de réserves nouvelles progresse à un rythme souvent plus rapide que la courbe de la consommation. Pas seulement parce que, en tout état de cause, ce n'est pas la quantité des ressources minières ou énergétiques qui est prise en considération dans le régime capitaliste, mais aussi la rentabilité de leur exploitation, rentabilité qu'une économie planifiée et dirigée de façon consciente peut juger en fonction de tout autre critère que l'économie de profit. Mais aussi et surtout, parce que cette façon d'envisager le futur comme une projection linéaire du présent, quand bien même on se targue, comme le fait le rapport du Massachusetts Institute, d'avoir « *combiné les facteurs essentiels dans un modèle dynamique* », et l'avoir traité à l'aide d'un ordinateur, est complètement inepte.

Avec la même logique simpliste, l'homme de Cro-magnon disposant d'un ordinateur, capable d'intégrer dans le même « *modèle dynamique* » la quantité de glands et de racines comestibles poussant sur le territoire de sa tribu, le nombre de bisons ayant l'habitude d'y séjourner, ainsi qu'éventuellement la quantité de haches en silex susceptibles d'y être fabriquées, en aurait sans doute conclu que les limites des ressources naturelles ne présageaient rien de bon pour la multiplication de la race humaine. Il aurait eu encore quelques excuses : la croissance des forces productives n'avait à l'époque rien de commun avec le tumultueux développement qu'elle connaît depuis quelques siècles.

La notion de « *limites naturelles* » des ressources n'a aucune signification. Pour ne citer que cet exemple-là, des réserves de charbon, en quantité tout aussi « *naturellement limitée* », sont laissées à l'abandon par la découverte de nouvelles sources d'énergie insoupçonnées il y a un siècle, comme l'uranium par exemple.

Il faut tout le pessimisme d'une classe décadente, dépassée par l'histoire, pour tracer des limites infranchissables devant le génie humain. Le développement de la société humaine est effectivement freiné, et freiné considérablement. Non point par on ne sait quelles données objectives, mais par la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi seuls les révolutionnaires sont résolument optimistes quant à l'avenir de la société humaine ; mais c'est bien pourquoi ils ont aussi la conviction que la révolution sociale est d'une nécessité absolue.

Une aggravation du malthusianisme économique ?

L'utilisation des formules mathématiques et le traitement par ordinateurs ne fait pas des idées du Massachusetts Institute ou du « *Club de Rome* » autre chose que des vieilleries aussi dépassées, aussi réactionnaires, que la classe au nom de laquelle elles sont formulées.

Mais il ne serait pas juste de croire qu'il ne peut s'agir-là que de douces lubies d'intellectuels dépassés par une évolution qu'ils ne comprennent pas, et qui les remplit d'une peur panique.

Le renouveau du malthusianisme coïncide avec le spectre de la crise économique. Y-a-t-il entre les deux des liens directs de cause à effet ? Là n'est pas la ques-

tion. Ce qui est infiniment plus important, c'est que la bourgeoisie décadente peut faire siennes les propositions malthusiennes. Plus même, elle ne peut pas, sous une forme ou sous une autre, suivant le degré de gravité de la crise économique qui la menace, ne pas les faire siennes. Et elle le faisait déjà bien avant que ses intellectuels ressortent les vieilleries malthusiennes, les habillent dans un vocabulaire plus neuf et plus « *humanitaire* », pour le justifier.

Elle le faisait parce que le capitalisme décadent, le capitalisme des monopoles, a profondément besoin des pratiques malthusiennes.

La contradiction fondamentale de l'économie capitaliste, est celle entre la tendance des forces productives au développement illimité, et la capacité d'absorption limitée du marché, du fait du pouvoir d'achat limité de la fraction la plus importante de la population, notamment de la classe ouvrière. En régime de capitalisme de libre concurrence, l'adaptation de la capacité de production à la capacité de consommation se fait après coup, sur le marché, au travers des crises périodiques. Sous l'impérialisme, pour l'essentiel, également. Mais l'existence des monopoles et le rôle de l'Etat rendent possible, non point de se libérer du marché, mais de s'y adapter dans une certaine mesure par avance. Et s'y adapter par avance, précisément par une politique malthusienne, en limitant volontairement la production bien en-deçà des capacités productives. Autrement dit, en cherchant à conjurer la crise... en anticipant par avance ses conséquences sur le niveau de production.

Les trusts, ayant, seuls ou par regroupement en cartels, une position de monopole sur le marché, pratiquent cette attitude depuis toujours, et particulièrement en période de difficultés économiques. Comme ils pratiquent déjà, mais en fonction de leurs seuls intérêts, un contrôle rigoureux des sources d'approvisionnement.

Il y a déjà un demi-siècle, bien avant que les partisans de la « *Croissance Zéro* » formulent les conclusions de leur « *découverte* », un économiste célèbre à son heure allait jusqu'au bout de leurs idées en affirmant : « *La destruction peut être génératrice de richesses, comme le prouve la loi de Davenant, dont nous avons vérifié non pas une fois, mais cent fois, l'exactitude... La destruction peut devenir une mesure de salut public... et une mesure de sagesse !* ».

Cette sagesse-là, les capitalistes n'avaient pas besoin d'ordinateur pour la découvrir. Comme n'en avait pas besoin Roosevelt, tentant de sortir de la Grande Crise en finançant, non seulement la non-production, mais la destruction de richesses, destruction financée par des impôts accrus, mais surtout en faisant marcher la planche à billets. Comme n'en avait pas besoin Hitler en menant une politique économique malthusienne d'un autre genre.

Depuis la guerre, malgré la relative prospérité, l'appareil de production américain ne fonctionne qu'à 80 % environ de sa capacité, politique malthusienne évidente dont sont victimes, outre l'ensemble de l'humanité pour les richesses perdues de la sorte, les millions de travailleurs qui, bon an mal an, sont en chômage.

Et, en fin de compte, l'adaptation par avance aux capacités limitées du marché, en produisant pour des débouchés « *hors marché* », si l'on peut dire, qu'est la production d'armement, est également une forme de malthusianisme économique.

Cette forme de malthusianisme-là a été pratiquée au prix de l'inflation généralisée que l'on sait. La facture est en train d'arriver avec la crise monétaire. Aussi, les capitalistes sont peut-être en train de chercher à changer leur fusil d'épaule, en tour-

nant vers un malthusianisme plus franc. Les conséquences de la crise monétaire sur le commerce mondial, le tournant vers un protectionnisme accru et généralisé, les y conduiront probablement.

Il n'est donc pas impossible, loin de là, que les recommandations des illuminés du « *Club de Rome* » soient suivies d'effets – ou plus exactement, que les trusts et les Etats à leur service s'emparent des arguments énoncés avec des dehors humanitaires par ces gens-là, pour enrichir leur arsenal malthusien de quelques nouveaux aspects.

La lutte contre la pollution elle-même peut être, dans ces conditions, la source de nouvelles subventions étatiques pour les trusts, au détriment de la consommation des classes travailleuses.

Alors, en accordant le bénéfice du doute sur leur sincérité à certains écologistes, sérieusement préoccupés par les dommages causés à la nature par l'anarchie de la production capitaliste, qui se sont fait les chantres de la « *Croissance Zéro* », on peut considérer qu'ils ont tiré, à leur façon, la sonnette d'alarme.

L'humanité a cependant une autre alternative que de choisir entre se noyer sous les déchets du capital ou refuser le progrès. Mais la solution n'est pas technique. Elle est sociale. Elle passe par le remplacement du mode de production bourgeois par la production socialiste, planifiée sous le contrôle et dans l'intérêt de tous.

Il y aura alors, non pas deux, mais de multiples choix pour la collectivité, quant au rythme de croissance, quant à l'orientation générale de l'économie. Mais aucun ne sera dramatique pour l'avenir de la race humaine.

Malthusianisme, écologie, ou contrôle conscient sur toutes les activités économiques – ou comment assurer la survie de l’humanité

La bourgeoisie et l’économie capitaliste, dont elle est la porteuse, ont développé, en moins de deux siècles, les forces productives dans des proportions considérables. « C’est elle – affirmait le *Manifeste Communiste* à l’époque – qui, la première, a fait voir ce dont est capable l’activité humaine : elle a créé de tout autres merveilles que les pyramides d’Égypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques ... ».

Mais elle l’a fait, non pas en fonction des intérêts de la société, non pas pour permettre à l’homme de créer, sur la base de forces productives supérieures, un nouvel équilibre avec l’environnement naturel ; elle l’a fait, poussée par la soif effrénée du profit, par la recherche de l’argent, par l’impérieuse nécessité de combattre la baisse tendancielle du taux de profit. Et, en même temps qu’elle a créé de « *tout autres merveilles que les pyramides d’Égypte* », la bourgeoisie et son système économique ont également transformé des terres fertiles en déserts, des régions souriantes en vastes dépotoirs, des rivières en égouts et bientôt, des océans entiers en mares gluantes de mazout et l’atmosphère en quelque chose d’indéfinissable et d’irrespirable.

Les méfaits du capital étaient, même à l’époque où l’économie capitaliste était encore le ressort du progrès humain, à la mesure des merveilles qu’il permit de réaliser. Que de pages avaient écrit les socialistes du siècle dernier, Marx et Engels en particulier, pour décrire les ravages que l’économie capitaliste avait commis contre le milieu naturel, dès son éclosion dans son premier bastion d’Angleterre : forêts détruites, régions rendues invivables...

Avec le déclin du système bourgeois, les merveilles s’estompent, en revanche les ravages prennent des proportions insoupçonnées naguère.

Plus les moyens que l’humanité avait créés pour dominer la nature deviennent puissants, plus il est indispensable, vital, que la croissance économique soit faite rationnellement, de façon contrôlée, de manière à en assurer le développement harmonieux en fonction des intérêts de l’ensemble de la société. Et, en premier lieu, en faisant en sorte que cette croissance ne se fasse pas au détriment des conditions mêmes de l’existence de l’homme sur cette planète.

Pourtant, c’est justement le contraire qui se passe. En courant derrière le profit avec la mentalité de « *après nous le déluge* », l’économie capitaliste a détruit, ou est en train de détruire, des équilibres naturels indispensables à l’homme. Parfois, de manière irréversible.

La simple production agricole ou l’exploitation forestière exigent un plan de production rationnel, tenant aussi bien compte de ce qui est produit que de la durée pendant laquelle on le produit, de la nature du sol, des instruments de production mis en œuvre, etc. si l’on veut éviter la destruction du sol, la transformation des fo-

rêts en steppes et des steppes en déserts. Le mode de production capitaliste n'est sans doute pas le premier à exploiter le sol en fonction du présent et au détriment du futur : mais la production de masse capitaliste a augmenté l'échelle des grandeurs à un tout autre niveau, et le souci de réaliser le maximum de profits en un minimum de temps a détruit le sol, la végétation, transformé le climat dans des régions entières d'Afrique, d'Amérique ou d'Asie.

L'activité industrielle, sur la base de la recherche du profit, c'est-à-dire en envisageant l'implantation des entreprises, l'évacuation des déchets, la pollution de l'air et des cours d'eau, en fonction des seuls critères du moindre coût, a donné à la destruction du milieu naturel des proportions gigantesques.

Les révolutionnaires socialistes ont toujours dénoncé cette course au profit qui, dans la société capitaliste, est, en fin de compte, ce qui détermine de manière souveraine en même temps qu'aveugle et irrationnelle, ce à quoi les forces productives de la société sont utilisées et la manière dont elles sont utilisées.

Ce n'est pas seulement l'exploitation de la majorité de la population du globe par une minorité qui appelle la révolution sociale. C'est aussi cette anarchie, cette irrationalité d'un système économique qui menace, aujourd'hui, la survie même de l'humanité.

De plus en plus nombreux sont aujourd'hui ceux qui sont inquiets des menaces de la pollution de l'air et des eaux, inquiets des destructions des forêts et des zones de verdure, inquiets de la dégradation de la qualité des aliments.

Les « *craintes écologiques* » ne sont sans doute pas encore au coeur des préoccupations de la classe ouvrière, car c'est l'exploitation quotidienne qui est la cause la plus directe de leur mauvaise « *qualité de vie* ». Elles touchent davantage sans doute ceux qui ne sont pas soumis à l'exploitation, voire qui en profitent. Mais les autoroutes finissent par passer même dans les zones résidentielles, et l'air de Paris est aussi pollué pour le bourgeois que pour le prolétaire, même si le premier a bien plus de possibilités de s'en échapper.

Les bourgeois, les grands, ont su dans le passé résoudre leurs « *problèmes écologiques* ». Jusqu'à un certain point, c'est une question d'argent. Mais jusqu'à un certain point seulement.

Et surtout, ces préoccupations touchent aujourd'hui de plus larges couches petites-bourgeoises. Les uns s'inquiètent de l'aérodrome qui perturbe le calme de naguère de leur résidence ; les autres, de la destruction de la zone de verdure la plus proche, au profit d'une opération immobilière ; d'autres, enfin, de la transformation en égout infect de la rivière au bord de laquelle ils prennent leurs loisirs.

Et c'est finalement cette préoccupation plus large, provenant surtout de ces couches-là, que reflète la prolifération actuelle d'organisations, de regroupements, de cénacles les plus divers et les plus hétéroclites, dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle aujourd'hui le mouvement écologiste. Certains de ces regroupements se créent autour de problèmes bien précis, comme empêcher l'autoroute de traverser une zone résidentielle ou sauvegarder une de ces « *cités fleuries* » promises à la destruction immobilière. D'autres, plus ambitieux, veulent militer sur le terrain de la sauvegarde des équilibres naturels en général.

Les révolutionnaires socialistes sont solidaires des luttes que ces mouvements se réclament de l'écologisme engagé contre tel ou tel méfait de l'économie capita-

liste, même si ce n'est qu'un combat partiel, même s'il est souvent le fait d'hommes qui, tout en subissant les méfaits d'un système néfaste, en sont aussi, et sur d'autres plans, les bénéficiaires ; même si les solutions globales que ces mouvements proposent sont souvent utopiques et parfois franchement réactionnaires.

Seulement, surtout dans un pays comme la France, où certains composants du mouvement écologiste se parent volontiers des couleurs du gauchisme, il faut se garder de se mettre, et de mettre les travailleurs, à la remorque de ces mouvements qui ne combattent pas le capitalisme, mais seulement certains de ses méfaits, et bien souvent encore de manière contestable.

En France, c'est à l'occasion des présidentielles que le mouvement écologiste est en quelque sorte apparu au grand public, et a affirmé, non seulement son existence, mais ses prétentions politiques.

En effet, tel était le sens de la candidature de René Dumont aux élections présidentielles de mai 1974, qui présenta ainsi ses ambitions politiques dans un petit ouvrage qu'il vient de publier à la suite de sa campagne : « ... nous sommes dangereux, nous représentons un mouvement global de contestation de la société ; mouvement politique à l'état naissant, constitué dans la hâte à l'occasion de ces élections ; mais mouvement que nous allons chercher à structurer, à organiser, à rendre permanent pour pouvoir peser réellement sur la vie politique française ».

Ainsi, non seulement le mouvement écologique, par la voix de Dumont, a dénoncé un certain nombre de maux qui menacent l'humanité, mais il a appelé toutes les forces opposées à ces multiples atteintes à la qualité de la vie, voire à la survie de l'homme, à se regrouper en une force politique.

Dans sa campagne, Dumont a dénoncé, pêle-mêle, le gaspillage des ressources naturelles de notre planète, l'exploitation du Tiers-Monde et des travailleurs, la concentration du pouvoir aux mains des technocrates, le cancer de l'automobile, la course aux armements, la démographie galopante, la surconsommation des pays riches aux dépens des pays exploités, la folie nucléaire : bombes et centrales. Et pour conjurer ces maux réels... ou supposés, il a mijoté un cocktail de revendications dont certaines sont fort légitimes – la protection de la nature et de la campagne, les techniques non polluantes – et dont d'autres sont franchement réactionnaires – la limitation des naissances par la suppression des allocations familiales, la limitation de la croissance économique –, le tout accommodé à la sauce gauchiste par quelques références polies à la lutte pour leur libération des femmes, des travailleurs immigrés et des diverses minorités nationales.

Mais en fait, dans tout ce fatras de dénonciations diverses et de pseudo-solutions, c'est l'éclectisme qui est roi, et Dumont en a distribué en veux-tu en voilà, de quoi satisfaire tous ses partisans, quelle que soit leur situation sociale et quelles que soient leurs opinions politiques, de droite ou de gauche.

Et cet éclectisme opportuniste, qui révèle ce qu'est le « mouvement écologique », se reflète dans la diversité des associations et organisations qui ont soutenu sa candidature, et où les « Amis de la terre » côtoient « l'Action Zoophile », les « Droits du Piéton », le « Comité de Défense du quartier de l'Observatoire », le « Front Occitan » et les « Jeunes amis de la nature et des animaux de Combs-la-Ville », pour n'en citer que quelques-unes, mais aussi dans les résultats électoraux de la candidature Dumont.

Dumont a fait ses meilleurs scores – entre 2 % et 4 % – dans les villes, certes, mais pas n'importe où : dans les quartiers résidentiels, dans les banlieues ouest et sud de Paris, là souvent où une population aisée, privilégiée, est capable de se mobiliser largement – à juste titre d'ailleurs – contre la construction d'une autoroute, l'amputation d'un morceau de forêt ou l'installation d'un nouvel aéroport. Et là, il est évident que même si René Dumont est un homme de gauche, les voix qu'il a recueillies, viennent de tous les horizons politiques. Et si tel n'avait pas été le cas, si Dumont n'avait pas été lié par ce caractère de son électorat, il aurait ouvertement appelé à voter Mitterrand au second tour, ce dont il s'est significativement gardé, tout en ne dissimulant pas ses propres choix personnels.

L'éclectisme de la campagne de Dumont était bien à l'image de ce qu'est le mouvement écologiste.

Et si, au-delà de cette diversité et de cette hétérogénéité, le mouvement écologique existe, il n'est pas permis de douter que nombre de ses idées sont profondément réactionnaires.

Il est vrai que, dans notre société capitaliste, la survie de près de trois milliards d'individus est dangereusement menacée. Il est vrai que, tandis que les deux tiers de l'humanité sont au bord de la famine, le tiers restant commence à ne plus pouvoir respirer sous les monceaux d'immondes secrétés par un mode de production anarchique et aveugle, parce que basé sur le profit maximum. Il est vrai que Dumont s'est fait l'écho d'inquiétudes largement ressenties dans les pays développés devant la multitude des nuisances engendrées par la production capitaliste. Mais quelles solutions a proposées Dumont ? Deux solutions essentiellement, deux solutions purement techniques, déjà exposées par des pseudo-scientifiques bourgeois malthusiens : la limitation de la croissance économique, qui serait en elle-même un mal, et la limitation de la croissance démographique.

Ces idées sont profondément réactionnaires, car elles nient toute perspective de progrès, et posent le problème en termes techniques de croissance des ressources économiques ou pas, sans se demander qui possède ces ressources, qui les exploite, qui les utilise et dans quel but, dans l'intérêt de qui. Et poser le problème de cette façon-là, de la seule façon correcte qui soit, revient à y répondre tout autrement que les écologistes style Dumont.

Ni dans le domaine de la croissance démographique, ni dans celui de la croissance économique, il n'existe de plafond à ne pas dépasser, d'étape à ne pas franchir. Depuis que les sociétés humaines progressent – et l'accroissement du chiffre de la population mondiale, indépendamment de la façon dont cette population vit ou survit, est un indéniable indice de cette progression – elles ont toujours globalement trouvé les ressources aptes à satisfaire les besoins. L'homme, depuis qu'il est homme, c'est-à-dire depuis qu'il a su transformer la nature en fonction de ses besoins, et l'adapter à ces besoins, a su prodiguer des trésors d'imagination technique qui permettent à son espèce de se développer à une échelle toujours plus grande. Les barrières qui se dressent aujourd'hui devant de nouveaux bonds en avant, sont des barrières purement sociales et non techniques. Ceux qui, comme Dumont ou d'autres économistes bourgeois malthusiens, affirment d'ores et déjà qu'un plafond est dépassé, sont profondément réactionnaires. Et ils le sont d'ailleurs ouvertement, en clamant ouvertement leur nostalgie de l'âge d'or des sociétés primitives, comme

le fait par exemple ce livre intitulé « *Changer ou disparaître* », dans lequel un collectif d'écologistes anglais montre en exemple les tribus vivant à l'âge de pierre, en Nouvelle-Guinée, « *la dernière grande réserve de sagesse culturelle primitive* ».

N'avons-nous pas affaire là à des sociologues de l'âge de pierre ? Car si l'on peut dire que la vie primitive présentait peut-être une certaine richesse de rapports sociaux, il faut être particulièrement cynique ou inconscient pour la présenter aujourd'hui comme un modèle, pour taire que les hommes y vivaient dans un état de dénuement des plus précaires.

Pour que l'humanité survive, faut-il donc qu'elle se remette, au XXe siècle, à marcher à quatre pattes et à faire du feu en frottant deux morceaux de bois ? Non, nous ne partageons pas ce point de vue rétrograde, à peine caricaturé, de nombre d'écologistes.

Les idées écologistes sont donc réactionnaires parce qu'aux problèmes sociaux de notre époque qui sont niés, ne sont opposées que des solutions malthusiennes.

Mais elles sont réactionnaires d'une autre façon aussi. Dans la mesure où les limitations de croissance économique ou démographique sont proposées, abstraction faite des rapports sociaux d'exploitation, abstraction faite des inégalités résultant de ces rapports sociaux, dans la mesure où elles sont proposées comme des mesures techniques applicables à tous, aux riches comme aux pauvres, aux patrons comme aux ouvriers, elles placent ceux qui les avancent, qu'ils le veuillent ou non, dans le camp des nantis. Car proposer des limites à la croissance, dans une société divisée en classes, revient à proposer des limites en défaveur des plus pauvres.' Et cela est vrai dans les petites préoccupations des écologistes comme dans leurs plus vastes préoccupations.

Les sources d'énergie, en particulier le pétrole, se tarissent : le mouvement écologique propose de restreindre la consommation... en augmentant le prix de l'essence. Dumont propose... ce que réalise Giscard. Cela peut être efficace en effet. Et si cela le devient, ce sont les classes pauvres, et elles seules, qui paieront la note. Moins d'essence ou de fuel sera consommé mais ce seront les travailleurs et pas les riches qui marcheront à pied ou vivront dans des appartements non chauffés.

Ainsi, d'ores et déjà, bien que le mouvement écologique s'affirme dans sa phase première de regroupement et de constitution, est-il possible, au-delà de ses ambitieuses prétentions politiques, de prévoir son évolution. Ou bien il restera un conglomerat hétérogène de groupes et d'associations dispersés, avançant les uns et les autres des solutions totalement utopiques. Ou bien, s'il devient efficace, ce sera pour fournir des justifications morales et humanitaires à une politique malthusienne, visant à restreindre brutalement la production et la consommation.

Bien des gouvernements bourgeois, menant une politique de restrictions en période de difficultés économiques, ont puisé leurs arguments dans l'arsenal des différents courants malthusiens.

Aujourd'hui, la question de la survie de l'humanité et des dangers que fait peser sur elle l'anarchie de la production capitaliste, est une question vitale brûlante.

Mais ce ne sont pas les courants écologistes qui offrent des solutions à la société. Car, contrairement à ce qu'ils affirment, ni la technique, ni les ressources ne sont en cause. C'est l'usage qu'en fait la société de classe, une société basée sur le profit et qui donc ne se préoccupe du cadre de vie, ou de la qualité de la vie, que lorsque

cela devient monnayable. Et contrairement également aux mauvais remèdes qu'ils proposent à partir de ce mauvais diagnostic, ce n'est pas un arrêt brutal de toute croissance économique et démographique qui s'impose et surtout pas un arrêt brutal qui, dans les conditions actuelles, se fera nécessairement au détriment des plus pauvres.

Une société disposant pleinement et consciemment de ses forces productives poussera-t-elle pour autant à la croissance pour la croissance ? Certainement pas. Pour utiliser des mots à la mode, on pourrait dire que la société socialiste serait la première où la préoccupation essentielle serait « *la qualité de la vie* » et où les instruments de production seraient utilisés pour assurer à l'humanité en général, et à chaque homme en particulier, le plein épanouissement de ses possibilités. Cela veut dire assurer à chaque homme un cadre de vie agréable, mais aussi des activités multiples et variées, non nécessairement liées à une activité productive, de sorte que la notion même de loisir puisse devenir superflue. Si cela nécessite que l'on complète les moyens dont dispose la société dans certaines branches, donc, que l'on produise, dans d'autres branches, on peut probablement ralentir, voire même arrêter complètement la production. Ne parlons même pas des armes, mais de ces multiples gadgets, parfaitement inutiles, que l'économie capitaliste produit à profusion, parce qu'ils se vendent bien, alors même d'ailleurs qu'elle s'abstient de produire des choses indispensables, si elles se vendent mal.

Alors, croissance ou pas croissance, tel n'est pas le choix qui se pose à l'humanité de façon quantitative. Mais le choix réel est, ou bien croissance contrôlée, entièrement et consciemment déterminée par la société en fonction de tous les aspects de l'intérêt humain, ou bien croissance anarchique, entrecoupée d'ailleurs – et les écologistes sont silencieux là-dessus, pourtant, cela aussi fait partie de l'économie capitaliste – d'arrêts catastrophiques, de destructions brutales ou de périodes de stagnation et de malthusianisme dans certains domaines.

Il en est de même de la croissance démographique. Les socialistes révolutionnaires sont les adversaires d'une limitation malthusienne et autoritaire – par contrainte pure, ou par contrainte financière, peu importe – des naissances. Cela dit, il est stupide d'en conclure, par des arguments arithmétiques, qu'en l'an X – très bientôt – il y aura plus d'hommes sur la planète que de mètres carrés. Dans les pays développés, les naissances se limitent sans que l'on ait besoin de les limiter ; à plus forte raison, la question de la limitation autoritaire ne se posera-t-elle pas dans une société pleinement maîtresse d'elle-même.

Alors, le problème est donc là. Il est indispensable que la société dirige et contrôle sa propre croissance, qu'elle la mette à son service. Avant tout, cela suppose le bouleversement des rapports sociaux, la suppression de l'exploitation comme de la propriété privée capitaliste, de la course au profit. Cela suppose une révolution politique prolétarienne que les écologistes refusent en fait.

6 milliards d'êtres humains... mais dans quelle société... ?

Ça y est, le six milliardième Terrien est né le 12 octobre. Du moins, à quelques millions d'individus et à quelques mois près, car il s'agit d'un symbole décidé par le FNUAP (Fonds des Nations unies pour la population).

Selon les données récentes sur la démographie terrestre, même dans les continents ayant les taux de natalité les plus forts, les rythmes d'accroissement de la population ne sont pas aussi élevés qu'annoncé il y a vingt ans. Remettant au goût du jour les idées réactionnaires de Malthus aussi vieilles que le capitalisme (puisque apparues en même temps que lui), on nous prédisait alors une explosion démographique génératrice de crises, de chômage et de famine. On annonçait plus de 7 milliards d'êtres humains pour la fin du siècle et 12 milliards vers 2050. Or nous ne sommes que 6 milliards et l'on estime que, dans cinquante ans, nous n'atteindrons pas 9 milliards.

La population mondiale n'a donc pas connu cette croissance ininterrompue pouvant poser un problème de survie au genre humain. Ce scénario-catastrophe ne s'est pas réalisé et plus grand monde n'ose soutenir que les maux sociaux s'abattant sur l'humanité proviendraient d'une prétendue surpopulation.

Dans les pays riches, l'amélioration des conditions de vie et d'hygiène ainsi que le développement des connaissances socio-culturelles ont eu pour résultat de freiner spectaculairement la natalité. Et même dans le Tiers Monde plongé dans le dénuement par le capitalisme, dans les pires conditions donc, on voit les femmes réussir à mieux contrôler les naissances.

Mais ce qui peut apparaître comme un progrès ne l'est que de façon très relative, et sur fond de barbarie sociale. Car en cette fin de XXe siècle, ce dont souffrent les êtres humains, et d'abord les deux tiers d'entre eux qui habitent le Tiers Monde, ce n'est pas en fait de surpopulation, mais des conditions de vie qui leur sont imposées. Ce n'est pas parce que l'humanité compterait quelques milliards de membres de plus ou de moins que les richesses seraient mieux ou moins bien réparties, et notamment que le sous-développement disparaîtrait, ce qui est en cause, c'est l'existence d'un système social inégalitaire qui domine le monde et sa population, en réservant aux classes possédantes la plus grande part des richesses produites par ceux-là mêmes qui sont souvent privés des moyens les plus élémentaires de survivre. C'est dans la perpétuation du système capitaliste que se trouve la cause de la misère, de la famine, des crises, du chômage et des guerres. Et cela est vrai aujourd'hui encore plus qu'au XVIIIe siècle, où l'on n'avait pas encore atteint un milliard d'humains mais où des tenants de ce système parlaient déjà de « *surpopulation* » et, tel Malthus, voyaient en chaque pauvre un être qui « *n'a aucun droit de réclamer la moindre part de nourriture (car), en réalité, il est de trop* ».

En fait, ce qu'il y a de trop sur Terre, c'est d'un tel système, de cet ordre social fait d'injustice et d'exploitation dont, espérons-le, le nouveau-né du 12 octobre verra la fin.

La grève de la consommation : Un mythe inefficace et réactionnaire

Un certain nombre d'associations de la mouvance écologiste ou altermondialiste, comme Casseurs de pub ou les Amis de la terre ont appelé les consommateurs à « une journée sans achat » le samedi 25 novembre. Ce sont donc ceux qui travaillent toute la semaine et consacrent une partie de leur samedi à faire quelques courses qui ont été invités à ne pas remplir leur Caddie... pour protester symboliquement contre cette « société de consommation qui engendre pillage et injustice » et ainsi promouvoir « notre capacité d'autolimitation, individuellement avec la simplicité volontaire, et collectivement grâce à la décroissance ».

Dans un « manifeste pour la grève générale de la consommation », les partisans de cette initiative s'indignent fort justement des conséquences de la domination de « *cette infime minorité de puissants qui s'engraisse de notre mal-vie et de la destruction de toute chose* ». Mais au-delà de la dénonciation, qui ne va pas jusqu'à utiliser le mot de « capitalisme », nombre d'objectifs mis en avant sont bien souvent discutables et inefficaces, quand ils ne sont pas simplement réactionnaires.

Inefficace...

Dans un passé récent, les mêmes ou d'autres avaient appelé les consommateurs à boycotter tels ou tels produits. Ce fut le cas contre les produits de Danone qui procédait alors à des licenciements, ou ceux de Nike accusé d'exploiter le travail des enfants dans certains pays pauvres, ou Total qui participait grandement à la pollution maritime. Ces actions, à l'impact réduit, si elles ont un temps pu gêner ces trusts capitalistes (essentiellement pour ce qui concerne leur image), ne pouvaient bien évidemment pas les contraindre à cesser leurs méfaits. C'est que l'organisation des consommateurs, dispersés par nature, n'est pas si facile que cela, et somme toute bien plus difficile que celle des salariés, concentrés dans les lieux de production et unis de fait par leurs propres exploiters.

Seulement, si les tenants de la « journée sans achat » n'ignorent nullement l'action possible des travailleurs, ils lui tournent résolument le dos. Dans leur manifeste, on trouve par exemple cette interrogation: « Qui peut encore croire en une grève générale du travail ? » Et leur réponse: « *Les peuples ont longtemps espéré dans une grève générale du travail. Il serait absurde de lui opposer ses échecs, car le propre d'un mythe est de permettre d'agir mais aussi de supporter les inévitables défaites* ». Mais si « la » grève générale, comme moyen suffisant pour renverser le capitalisme, est un mythe, bien « des » grèves générales du passé ont montré qu'elles pouvaient représenter une arme pour les travailleurs.

... et réactionnaire

La limitation de la production, dont se revendiquent les partisans de cette « journée sans achat », est une vieilleries réactionnaire qui voit dans la limitation de la

croissance économique la solution aux maux qu'engendre le système capitaliste... sans se soucier de ceux qui aujourd'hui sont démunis de l'essentiel et aimeraient bien, à juste titre, consommer davantage.

Il est vrai que l'organisation capitaliste de l'économie a enfanté le productivisme effréné et la dégradation sauvage de l'environnement. Mais prêcher la décroissance, alors que la misère est le lot du plus grand nombre –dans les pays pauvres mais aussi dans les métropoles du capitalisme où les laissés-pour-compte sont de plus en plus nombreux– ne peut être le fait que de gens à qui l'essentiel ne manque pas, et qui se moquent éperdument de ceux qui vivent dans la pauvreté.

Il se trouvait que ce samedi 25 novembre était aussi... un jour de collecte pour la Banque Alimentaire, dont les bénévoles sollicitaient la générosité des clients des supermarchés, afin de récolter des biens de consommation servant de base à la confection de repas pour les démunis, via des associations comme Emmaüs ou la Croix-Rouge.

Alors, le seul choix est-il entre la charité (finalement plus sympathique car au moins tournée vers les autres) ou la grève du Caddie, pour s'opposer à cette société où le profit induit misère et inégalités ? Il y en a bien sûr un autre, celui qui consiste à remettre en cause le système capitaliste, qui ne peut produire que misère et destruction, pour bâtir une autre société respectant enfin l'homme et la nature.

Marches pour la « décroissance » : Prêcher l'abstinence à ceux qui n'ont rien

Le mouvement Nord Nature Environnement, qui regroupe diverses associations de défenseurs de la nature, organise cet été une « marche de la décroissance » qui, partie de Gravelines près de Dunkerque, se terminera à Fourmies. D'autres « marches pour la décroissance » sont organisées dans d'autres régions du pays.

Les tenants de la décroissance considèrent qu'il faut produire moins pour sauver la planète de la pollution et de la raréfaction des matières premières, en particulier des combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon). Ils voudraient aussi que l'humanité revienne à un mode de vie et à une agriculture plus naturels, privilégie les déplacements à pied, l'habitat écologique etc.

En parcourant le département du Nord les marcheurs pourront constater que la pollution a diminué au fur et à mesure que les usines y ont fermé; que la consommation de carburant y est limitée, parce que bien des gens n'ont pas de quoi mettre du gazole dans le réservoir de leur voiture; que la production textile y est tombée à presque zéro permettant à la nature de reconquérir de magnifiques friches industrielles; que l'habitat naturel permanent en camping y fait des progrès tous les jours, pour cause de pauvreté.

Et en arrivant à Fourmies ils trouveront une ville qui connaît depuis trente ans une décroissance constante du nombre de ses emplois d'ouvriers, une décroissance rapide de la consommation, une décroissance du nombre d'enseignants et bien d'autres formes encore de la décroissance qui sont une calamité pour la population.

Mais les militants de la décroissance semblent ignorer tout cela. Pour eux visiblement, l'ouvrier contraint de travailler dans une usine insalubre et qui y laisse sa santé est un pollueur au même titre que l'actionnaire qui en tire des profits. Le travailleur qui achète une voiture diesel et qui l'utilise jusqu'à la corde parce qu'il ne peut pas la remplacer est regardé de haut par le cadre écolo qui peut aller au travail à vélo.

Les militants de la décroissance partent de la constatation que, la quantité disponible d'énergie fossile étant limitée, la dépense d'énergie et donc la « croissance » le sont forcément. Ils affirment qu'il vaudrait mieux utiliser rationnellement dès aujourd'hui l'énergie disponible plutôt que de se voir plongés demain dans une crise énergétique et écologique. C'est incontestablement vrai, mais c'est à ceux qui dirigent la planète qu'il faudrait aller le dire. Or le problème n'est pas la croissance ou la décroissance. Il est que pour gérer rationnellement les ressources de la planète, il faudrait pouvoir le faire pour le bien de tous, en se débarrassant de la propriété privée des moyens de production et du pouvoir absolu qu'elle confère à quelques dynasties capitalistes. C'est à ceux-là qu'il est urgent d'ôter leur pouvoir sur la société. Cela n'est pas facile? Sans doute, mais cela ne justifie pas d'aller faire la morale aux plus pauvres, qui n'en peuvent mais, pour les convaincre d'adopter la « décroissance » à laquelle les capitalistes les ont déjà contraints. Les « décroissants » en sont à proposer la simple diminution de la production et de la consommation... à ceux à qui elles font

déjà cruellement défaut. Et il faut vraiment être sur une autre planète pour oser venir dire, dans une ville comme Fourmies qui compte presque 20% de chômeurs officiellement recensés, « *il faut fermer les usines et cultiver vos jardins* ».

Extraits du CLT
« Le communisme, l'écologie et les écologistes »,
13 décembre 1993

L'écologisme et le mythe de la surpopulation

S'il y a un thème qui revient avec régularité à propos des problèmes d'environnement, dès lors qu'ils dépassent les questions locales, c'est celui de la croissance démographique, de la prétendue surpopulation. Il y aurait trop d'êtres humains sur la Terre (et ce sera encore pire demain, nous dit-on) par rapport à ses réserves énergétiques, par rapport aux ressources alimentaires, et compte tenu de l'atteinte croissante portée par tout ce monde à l'environnement naturel.

Cette thèse a été liée, pour ainsi dire d'emblée, à la naissance du mouvement écologiste de notre époque. Le biologiste américain Paul Ehrlich, animateur de grandes institutions écologistes et connu en particulier pour son livre « La Bombe P » (P comme population), exposait en 1968 cette thèse selon laquelle la surpopulation serait la cause principale des maux qui accablent l'environnement : *« Il est aisé de remonter à l'origine de l'enchaînement des causes de sa détérioration. Trop de voitures, trop d'usines, trop de produits détergents, trop d'insecticides, trop d'analgésiques, des usines de traitement des déchets inadéquates, trop peu d'eau et trop d'oxyde de carbone — la cause de ces maux, on la retrouve aisément dans l'excès de population »*. Les thèses d'Ehrlich représentent peut-être un cas extrême, mais la théorie écologiste de la surpopulation mondiale a traversé les années. Le commandant Cousteau, par exemple, déclarait au « Nouvel Observateur » en 1992 : *« Tous les écologistes aujourd'hui sont convaincus que la surpopulation est à l'origine de tous les problèmes. Dans les 40 années qui viennent, la population va doubler. En l'an 2030, on est sûr d'avoir 10 milliards d'individus. 2030, c'est demain, et avec 10 milliards d'individus, on ne sait pas comment faire. Dans un monde où un tiers de la population devient de plus en plus riche sans augmenter, tandis que les deux tiers de la population deviennent de plus en plus pauvres en augmentant, cette situation ne peut pas durer. Elle crée une haine réciproque des pauvres contre les riches qui se terminera dans le sang »*.

Selon Cousteau, la population que la Terre pourrait nourrir, sur la base de la consommation des Américains, serait de 600 ou 700 millions de personnes, chiffre qu'il aurait obtenu d'après un calcul mathématique. La démographie n'est pas la spécialité de Cousteau. Mais on peut lire aussi, dans un ouvrage de spécialiste qui n'a que quelques années, consacré aux « catastrophes écologiques » : *« En cette fin du XXe siècle, la catastrophe écologique majeure qui affecte l'humanité et dont découlent la plupart des maux dont elle souffre déjà, ou qui la menacent, (...) provient de sa reproduction anarchique avec pour conséquence un accroissement exponentiel du nombre d'hommes », « (...) cette explosion démographique compromet dès à présent toute possibilité de développement dans le tiers monde », ou encore « Si l'on excepte les conséquences d'une guerre nucléaire, la croissance démographique constitue le problème d'environnement le plus grave auquel la civilisation humaine a jamais été confrontée »*.

Le WorldWatch Institute de Washington est un centre international de recherches démographiques et écologiques. Son président, Lester Brown, une personnalité de l'écologisme, a préfacé l'édition 1996-1997 de « L'Etat de la Planète ». Sa thèse est que « *la capacité de charge de la terre (est) déterminée par la quantité de nourriture disponible* » — la « capacité de charge », c'est-à-dire le nombre d'êtres humains qu'elle peut porter.

Retour à Malthus

On est revenus aux théories de Malthus avec un autre vocabulaire.

La crainte de la surpopulation est, en effet, une vieille lune. Elle fut théorisée par l'économiste anglais Malthus à la fin du XVIIIe siècle, en 1798. Pour lui, l'accroissement de la population suivant une progression géométrique tandis que celle des ressources ne suit qu'une progression linéaire, on finit forcément par atteindre une « limite des subsistances », donc une crise, entraînant normalement l'élimination de l'excédent... Il a résumé cela de façon imagée : « *Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne lui est pas possible d'obtenir de ses parents les subsistances qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a nul besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la moindre part de nourriture et, en réalité, il est de trop.* »

Autrement dit, tout homme qui n'est pas né gosse de riche et qui n'est pas jugé utile aux profits du patronat sur le marché du travail du moment, est tout simplement... de trop sur la terre. Malthus concluait lui-même : « *Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert disponible pour lui ; elle lui ordonne de s'en aller (...)* ».

La nature a bon dos. Cet homme, qui, soit dit en passant, était pasteur anglican, s'exprimait avec toute la brutalité des prophètes du capitalisme naissant, et il n'était pas seul à penser ainsi, à une époque où bien des bourgeois anglais s'effrayaient du nombre de miséreux concentrés dans les villes industrielles.

Mais, quand un Lester Brown écrit aujourd'hui que la « capacité de charge » de la terre est limitée par la quantité de nourriture disponible, il a la même brutalité. Et sa « solution » a la même odeur de mort. Il l'a indiquée dans une interview au journal « Le Monde » : « *Dans la mesure où on ne peut plus augmenter l'offre, il faut agir sur la demande, pour la contrôler et la faire baisser* »... L'économie capitaliste n'est plus trop intéressée par l'accroissement des investissements productifs (l'offre) pour accroître ses profits, mais elle est en revanche intéressée à imposer l'austérité aux masses, y compris celles qui sont déjà les plus démunies. Il faut faire baisser la demande alimentaire des crève-la-faim !

Dans cet esprit malthusien, les écologistes emploient l'expression de « *population limite* » — limite en fonction des possibilités de subsistances. Pour la calculer, ils partent des données du présent, en un instant donné et en un lieu donné. On peut se demander comment ils peuvent utiliser de telles données pour faire des prédictions à long terme ? C'est d'autant plus absurde lorsqu'ils définissent leur « population limite » pays par pays, en faisant abstraction des échanges avec le reste du monde. C'est une façon de voir foncièrement conservatrice. Toutes choses restant égales par ailleurs, disent-ils, la population de l'Afrique va à la catastrophe et à des famines gé-

néralisées vu son rythme d'accroissement actuel. Ils n'envisagent en aucun cas une modification de l'ordre social existant.

Des organismes des Nations Unies, comme la FAO qui vient de tenir congrès à Rome, ont une manière de calculer la « population limite » qui mérite l'attention : on découpe l'ensemble du globe en zones homogènes, des carrés d'environ 100 km de côté en l'occurrence. Pour chacun des carrés, en fonction du climat, des sols, etc., on calcule le rendement agricole pour trois niveaux de technologie. Ce qui, transformé en calories, aboutit à chiffrer le nombre d'hommes pouvant vivre sur chaque carré ! Ce genre d'exercice doit occuper un bon nombre de bureaucrates et d'informaticiens, mais il a quelque chose de fou. De toute façon, les hommes ne vivent pas isolés, en autarcie, dans des carrés de 100 km de côté !

De plus, un certain nombre de démographes admettent eux-mêmes que leurs méthodes sont parfois discutables et leurs prévisions... contestables. L'un d'eux parmi quelques autres, Hervé Le Bras, fournit ainsi un exemple qui se rapporte à la première carte qui fut établie pour montrer la croissance de la population à l'échelle du monde entier, en 1925. La population était censée s'accroître le plus vite aux USA, en Europe centrale et orientale, en Russie, tandis que l'ensemble de l'Afrique noire et de l'Asie, y compris la Chine et l'Inde, était supposé stagner.

Or, en 1990, sur les cartes des taux de croissance de la population, la répartition est à peu près exactement inverse. Les populations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont passées d'un milliard et demi en 1945 à quatre milliards en 1990. La carte de 1925 était donc grossièrement inexacte, mais elle reflétait la pensée de son auteur, Britannique qui envisageait le peuplement de la planète par la colonisation de l'homme blanc.

En fait, les prédictions démographiques sur le long terme sont souvent des projections largement arbitraires, biaisées par l'idéologie dominante ou des soucis de propagande. Et quand des écologistes prétendent étayer par ce genre de chiffres leurs conceptions néo-malthusiennes, ce sont davantage des préjugés de classe qu'ils expriment que des préoccupations environnementales.

Celles-ci ne peuvent pas recevoir de solutions sérieuses et efficaces dans le cadre d'un système sans avenir. Et le mouvement écologiste n'a pas connu en France le développement que d'aucuns attendaient. Les problèmes croissants de la crise et du chômage tendent à marginaliser ce type de préoccupations, y compris au sein de la jeunesse petite-bourgeoise elle-même.

Extrait du CLT
« Écologie : nature ravagée, planète menacée
par le capitalisme ! »,
du 26 janvier 2007

La décroissance, une utopie réactionnaire

Certaines idées sont encore plus réactionnaires. C'est le cas de la décroissance, déjà réclamée il y a plus de 40 ans par des intellectuels regroupés dans le club de Rome. Cette idée se décline avec plus ou moins de nuances, certains revendiquant la croissance zéro, d'autres une décroissance « soutenable » tandis que quelques uns réclament dans les faits un retour à l'ère pré-industrielle.

Qu'il soit nécessaire de réduire la consommation d'énergie non renouvelable et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, c'est une chose. Mais c'est la création de richesses supplémentaires, parfois même la production de biens manufacturés en elle-même que les partisans de la décroissance combattent. Serge Latouche, régulièrement publié dans « Le Monde diplomatique », n'hésite pas à réclamer « *une véritable cure de désintoxication collective. La croissance ayant été à la fois un virus pervers et une drogue.* »

Multipliant mécaniquement les prélèvements actuels sur l'environnement en terme d'énergie, de nourriture, d'eau, etc., les partisans de la décroissance ont calculé que si tous les habitants de la planète avaient le même niveau de vie que ceux des pays occidentaux, il faudrait environ cinq planètes pour y faire face.

Jean-Marc Jancovici, ingénieur conseil et co-rédacteur du « Pacte écologique », a par exemple estimé à 500 kg le quota annuel de gaz à effet de serre dont dispose chaque habitant de la planète. Pour le respecter, chacun devrait choisir chaque année, selon lui, entre acheter quelques dizaines de kilos de produits manufacturés, se chauffer mais pas plus de trois ou quatre mois ou encore faire un vol aller-retour Paris-New York.

Pour justifier la cure d'austérité qu'il veut imposer à toute l'humanité, il écrit carrément : « *Quand cesse-t-on d'être pauvre ? Quand on mange à sa faim ? Quand on accède à l'électricité ? Quand on possède aussi une voiture ? Quand on peut scolariser ses enfants à l'université ? Ou tout simplement quand on est heureux de son sort ?* ». Il ajoute : « *le moindre ouvrier occidental vit aujourd'hui dans des conditions bien meilleures qu'un duc du Moyen-Âge. A-t-il faim ? Il n'y a qu'à ouvrir le frigidaire.* » Et il ose poursuivre en affirmant qu'un « *habitant des pays pauvres, même des pays "les moins avancés", n'a strictement rien à envier au Français du Moyen-Âge qui vivait deux à trois fois moins longtemps que lui, qui avait faim, qui avait froid, qui était très souvent malade.* »

L'auteur de ces lignes vit dans la banlieue parisienne. Il profite au minimum du confort moyen que la société industrialisée procure à un petit bourgeois d'un pays riche. Il se déplace en TGV, utilise un ordinateur. Il n'imagine sans doute même pas ce qu'est la vie d'un Africain d'aujourd'hui, dont l'espérance de vie est de 38 ans et

qui dispose parfois pour boire d'une eau dont Jancovici ne voudrait pas pour laver son vélo.

Cela montre l'inanité des calculs de ces gens-là et leur mépris réactionnaire pour l'humanité.

Les apôtres de la décroissance n'osent pas toujours militer ouvertement pour un retour à l'ère pré-industrielle... Mais la logique de leur raisonnement conduirait inévitablement à un repli sur des structures de production artisanales, à une vie en autarcie et à une régression des sociétés humaines. Yves Cochet, député Vert de Paris, imagine par exemple, pour l'avenir, une agriculture « *plus intensive en travail humain avec des rendements à l'hectare qui baisseront, l'installation de nombreuses familles sur de petites fermes aujourd'hui délaissées par le productivisme* ». Il veut même encourager « *la traction animale* ».

Au delà de ces délires réactionnaires, ce sont d'abord les plus pauvres de la planète que ces apologistes de la décroissance veulent exclure.

Malthusianisme et surpopulation

La théorie de la décroissance n'est qu'une variante du vieux malthusianisme : il y aurait trop de monde à nourrir sur Terre, il n'y aurait pas assez de ressources pour permettre l'accès de toute l'humanité au niveau de vie des pays développés.

Pour ces gens-là, si la Chine ou l'Inde avaient le malheur de se développer, elles émettraient bien trop de gaz carbonique. Dans cette version contemporaine du péril jaune, ces pays menaceraient l'avenir climatique de la planète. Pourtant les deux tiers des émissions de gaz à effet de serre proviennent des pays membres de l'OCDE qui consomment près des trois quarts de l'énergie mondiale alors qu'ils ne représentent que 15 % de la population totale. En outre une partie des installations industrielles des pays pauvres profitent en réalité directement à des groupes industriels occidentaux.

Quant à la forte natalité, elle est une conséquence de la pauvreté, d'un faible niveau d'éducation, et pas l'inverse. Quand le niveau de vie augmente, la population a tendance à se stabiliser, c'est un constat général observé partout dans le monde. En outre, les prévisions catastrophistes sur le niveau futur de la population mondiale sont régulièrement revues à la baisse.

Cette agitation de la peur de la surpopulation n'est pas nouvelle. Elle revient « *à chaque période de décadence et de ruine de l'état social* », comme l'avait déjà remarqué le socialiste allemand August Bebel il y a plus d'un siècle.

Si la pollution est un sous-produit de l'anarchie de la production capitaliste, elle est aussi aggravée par le sous-développement. On a vu comment l'absence d'accès à l'électricité ou à du gaz « propre » oblige un cinquième de l'humanité à se procurer du combustible par tous les moyens.

Dans les pays pauvres comme les pays développés, la vétusté des installations industrielles est un facteur polluant. L'intensité énergétique, c'est-à-dire la quantité d'énergie qu'il faut pour produire 1 % de PIB, ne cesse de baisser au fur et à mesure des améliorations techniques. La revue *Alternatives Économiques* rapporte que l'intensité énergétique de la Chine a été divisée par quatre entre 1971 et 2006 tan-

dis que celle de l'Afrique, qui s'enfonçait dans la misère, a augmenté de 25 % dans la même période.

La Chine ne cesse de réduire la part du charbon dans sa production énergétique. À chaque fois qu'une installation industrielle neuve est construite en Chine, elle dispose de l'efficacité énergétique moyenne qui existe sur la planète.

Si on veut limiter les prélèvements excessifs sur les ressources naturelles et limiter les rejets polluants dans l'atmosphère, tout en permettant à toute l'humanité d'accéder à un niveau de vie digne, il faudrait donc remplacer au plus vite tous les moyens de production vétustes et polluants par de plus récents, plus efficaces du point de vue énergétique et surtout pas revenir à la productivité du passé comme le prônent les partisans de la décroissance.

Nourrir toute la planète

Mais, disent les partisans de la décroissance, comment nourrir plus de six milliards d'êtres humains – voire huit ou neuf dans les prochaines décennies – si les océans sont vidés de leurs poissons, si les rizières et les ruminants de la planète émettent trop de méthane, si les forêts sont totalement détruites pour libérer des espaces agricoles, si les nappes phréatiques sont vidées à cause de l'irrigation intensive et polluées à cause des nitrates et des pesticides déversés en excès ?

Malgré une forte densité de population, l'Europe est actuellement nourrie sans même avoir recours à des importations massives. Il y a des excédents agricoles et les importations sont largement compensées par les exportations. Cela a été rendu possible par l'intensification et la modernisation de l'agriculture.

Le problème de l'agriculture intensive telle qu'elle est pratiquée depuis plusieurs décennies en Europe et depuis un siècle aux États-Unis, c'est qu'elle n'a pas pour but principal de nourrir toute la population. Elle a d'abord comme objectif de dégager des profits pour quelques trusts agro-alimentaires et les grands céréaliers dominant toute la filière agricole.

Pour maintenir leurs profits, l'Union européenne a financé et entretenu pendant des années des frigos et des silos géants dans lesquels étaient conservées des tonnes de lait ou de céréales produites en excès tandis que des populations entières dans le monde étaient sous-alimentées voire affamées. Cette surproduction agricole a eu des conséquences écologiques importantes sur les nappes phréatiques et l'usure des sols, qui n'ont jamais été prises en compte dans les choix des gouvernements européens ou américains.

Dans beaucoup de pays du globe, les mêmes trusts agro-alimentaires imposent la fourniture des semences et orientent le choix du type de cultures, celles destinées à l'exportation remplaçant bien souvent celles qui seraient nécessaires à la consommation locale.

Mais la solution n'est pas le retour à une agriculture traditionnelle, pré-capitaliste, qui ne serait pas capable de nourrir six ou neuf milliards d'êtres humains. Aujourd'hui la moitié de la population mondiale vit dans les villes. Cet exode rural est un mouvement irréversible, et malgré le caractère douloureux, voire dramatique, qu'il prend sous le capitalisme, c'est un progrès.

Il faut donc concilier rendement agricole et écologie, ce qui est tout à fait possible. Il existe des systèmes d'irrigation goutte à goutte économes en eau. Il existe des semences moins gourmandes en engrais et tout aussi productives. On pourrait en sélectionner de nouvelles à condition d'enlever cette technologie agronomique – qu'elle soit OGM ou pas – des mains des trusts agrochimiques qui monopolisent la recherche, la distribution des semences et à qui il est légitime de ne pas faire confiance.

L'aquaculture, aujourd'hui en très fort développement, est une alternative possible à la pêche industrielle, à condition qu'elle soit pratiquée de façon responsable et qu'elle n'engloutisse pas le quart des pêches mondiales pour nourrir les poissons d'élevage, comme c'est le cas aujourd'hui.

Il est nécessaire d'estimer les besoins en nourriture variée et de qualité de tous les êtres humains, sans aucun rationnement mais sans non plus les excès préjudiciables à la santé des hommes comme à celle de la nature. Il est nécessaire aussi de s'affranchir des besoins artificiels créés par le marché capitaliste. Il est nécessaire enfin de recenser les moyens de production alimentaire de toute la planète, de les mettre en commun pour les adapter et les réguler. Il faudrait organiser cette production au moindre coût social, énergétique et écologique.

Il serait alors parfaitement possible de nourrir toute la population mondiale sans avoir besoin de détruire toutes les forêts tropicales, en limitant les ponctions dans les nappes phréatiques, en réduisant les rejets de pesticides.

La décroissance, un point de vue parfaitement réactionnaire

Si les années quatre-vingt-dix ont vu émerger et se développer les idées de l'altermondialisme, ce courant est aujourd'hui concurrencé, chez un certain nombre de jeunes et moins jeunes plus ou moins contestataires, par un courant qui s'est baptisé : la décroissance. Refus de la croissance économique, « antiproductivisme », lutte contre la consommation, volonté de revenir à une économie locale, rejet du progrès technique, démarche de « sobriété » ou de « simplicité volontaire », sont les piliers de ce nouvel évangile.

Il est difficile de savoir si le relatif succès de ce courant sera un phénomène durable. Mais il est incontestable qu'il est, pour l'instant, à la mode. Certes, cela ne s'est pas vu lors des récentes élections européennes, où les listes Europe Décroissance n'ont recueilli que des scores insignifiants – entre 0,02 et 0,04 % suivant les circonscriptions. Mais la percée électorale des listes Europe-écologie reflète, en partie du moins, cette tendance, car nombre de partisans de la décroissance ont apporté leurs voix, au nom d'une sorte de « vote écologique utile », aux listes menées par Daniel Cohn-Bendit.

L'intérêt pour la décroissance d'une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle, d'une frange de la jeunesse étudiante, paraît indéniable. En témoigne entre autres le relatif succès du journal *La Décroissance*, qui tire à quelque 50 000 exemplaires – ce qui est conséquent pour un journal politique.

Il est clair que le glissement vers la décroissance d'une partie des partisans de l'altermondialisme serait un recul, du point de vue des idées.

L'altermondialisme en effet, malgré ses limites et son caractère profondément réformiste, se situe au moins sur le terrain de la dénonciation des inégalités, et prétend vouloir mieux répartir les richesses entre les différentes régions de la planète.

La décroissance, elle, ou plutôt la nébuleuse d'organisations, de journaux et d'individus qui se réclament d'elle, se situe sur un tout autre terrain : celui des idées franchement réactionnaires. Ses partisans ne le nient d'ailleurs pas vraiment : Serge Latouche, le principal porte-parole de la décroissance en France, dénonce par exemple, dans l'introduction de son Petit traité de la décroissance sereine, « le *totalitarisme développementiste et progressiste* ». Le « *totalitarisme progressiste* » ! Il faut se pincer pour y croire. Il est peu probable que les femmes africaines qui font des dizaines de kilomètres à pied pour trouver un peu d'eau potable, ou les centaines de milliers de gens dans le tiers-monde qui meurent du sida faute de trithérapies, se réjouissent de ne pas être victimes du « *totalitarisme progressiste* ». On retrouve le même type de propagande anti-progrès dans un numéro de la revue décroissante *Silences*, qui a publié en Une un dessin montrant trois personnages monstrueux, mi-humains mi-reptiles, sous la légende : « *Ils veulent détruire le monde* ». Ces trois personnages étaient ainsi présentés : « *La trilogie maléfique : croissance, consommation, progrès.* »

Le décor est planté. Le courant décroissant affiche clairement non seulement son refus du progrès, mais sa volonté de revenir en arrière : un certain nombre de partisans de la décroissance ont pris par exemple le nom de « *rétrogradeurs* ».

Il n'y a rien de surprenant à ce qu'un courant de ce type apparaisse, ou plutôt réapparaisse, dans une période de crise comme celle que nous vivons. Les idées de « *lutte contre la croissance* », ainsi que leur pendant en matière de démographie, le malthusianisme, refont régulièrement surface pour tenter de répondre aux angoisses nées des crises. Cela n'a rien de réjouissant pour autant. Et nous pensons que les communistes révolutionnaires, même s'ils ne sont nullement des partisans de la croissance à tout prix, ni des « *productivistes* » acharnés, doivent militer résolument contre de tels courants. Tout simplement parce que nous nous plaçons, nous, sur le terrain du progrès humain et scientifique plutôt que sur celui d'un retour en arrière général de la société.

Le recyclage de vieilles idées

Les idées de décroissance sont apparues il y a une trentaine d'années. Des auteurs des années soixante et soixante-dix, économistes, sociologues ou... théologiens, en ont posé les bases : Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994), le « *révérend père* » Ivan Illitch (1926-2002), ou le malthusien Paul Ehrlich (né en 1932).

Ce courant s'est développé en même temps que la crise du capitalisme, au début des années soixante-dix, s'approfondissait. C'est à cette même époque que des groupes de réflexion, dont le plus célèbre s'appelait le Club de Rome, ont remis au goût du jour les théories de Malthus (1766-1834), qui professait que l'accroissement de la population conduisait forcément l'humanité à sa perte. Rien de nouveau sous le soleil : il y a plus d'un siècle, le socialiste Bebel écrivait déjà que les idées malthusiennes se développaient toujours « *dans les périodes de décadence de l'ordre social, [où] le mécontentement général est toujours attribué à l'abondance d'hommes et au manque de vivres et non pas à la manière dont on les obtient et les divise* ».

Ce sont également les années soixante-dix qui ont vu émerger, dans la mouvance hippie, les idées plus ou moins farfelues de retour à la nature, d'une plus grande communion avec celle-ci, d'un rejet de la technique et du « *productivisme* », de constitution de petites communautés indépendantes – toutes idées que l'on retrouve aujourd'hui dans la décroissance.

Un courant aux idées confuses

Parmi les penseurs de la décroissance, on trouve de tout. Car la décroissance n'est pas une théorie scientifique, mais un conglomérat d'idées parfois totalement contradictoires.

Cette hétérogénéité permet à ce courant de dire tout et n'importe quoi, et explique que certains de ses partisans se réclament de l'extrême gauche et d'autres, comme Alain de Benoist, clairement de l'extrême droite. Citons, à titre d'exemple et sans chercher à généraliser ce type de propos à tout le courant décroissant, le théologien Jacques Ellul, considéré comme un des pères de la décroissance, qui écrivait en 1986 : « *Nous constatons que dans la Bible, l'intervention divine a lieu quand l'inhumanité, quand le mal moral et physique dépasse les bornes. Dieu provoque un événement approprié à cet excès d'inhumanité, qui placera l'homme devant le choix*

de se repentir ou de mourir. Je suis convaincu que l'apparition du virus du sida correspond à cet ordre d'action de Dieu. »

La décroissance se résume à un mélange confus d'écologie, d'anarchisme, d'anticapitalisme et de malthusianisme. Partant de l'affirmation que les ressources naturelles sont limitées et que la production s'accroît sans tenir compte de ces limites, la décroissance prône la lutte contre la croissance économique, contre la consommation de masse et le développement de la technique. Elle préconise le retour à l'artisanat contre l'industrie, la production locale et la vie à la campagne – s'inspirant en la matière de l'anarchisme proudhonien. Certains intégristes de la décroissance vont jusqu'à prôner le refus du développement pour les pays les plus pauvres, et même... de la médecine, pour certains d'entre eux. Exagération ? Pas du tout : l'un des principaux théoriciens de la décroissance, Ivan Illich, dénonçait la médecine moderne sous prétexte qu'elle détourne de l'autodiagnostic et de l'automédication. Notons au passage que le même Illich militait contre l'école – une « *drogue* » censée préparer les futurs adultes à consommer et à en faire des esclaves. Illich a par exemple publié, en 1971, un article sur « *le potentiel révolutionnaire de la déscolarisation* ». Même si tous les décroissants ne partagent pas forcément ce point de vue, se réclamer aujourd'hui d'un tel auteur est choquant, à une époque où des dizaines de milliers de jeunes des quartiers pauvres, en France, sont « *déscolarisés* », sans que le « *potentiel révolutionnaire* » de cette catastrophe sociale saute aux yeux...

Tout naturellement ce type d'élucubrations conduit certains décroissants à lutter contre l'idée qu'il faudrait construire des hôpitaux et des écoles dans le tiers-monde. Pour eux, les pays pauvres sont des îlots préservés du vice de la consommation – forcément – et y implanter écoles et hôpitaux reviendrait à les pervertir. D'ailleurs, si l'on suit cette logique, les pays pauvres sont forcément, du point de vue des décroissants, des endroits merveilleux, justement parce qu'ils sont pauvres et préservés des dérives consuméristes. La décroissance, sous le vocabulaire pudique d'un retour à la « *simplicité volontaire* », prône le retour à la pauvreté. Serge Latouche cite par exemple dans un de ses ouvrages un livre dont il estime qu'il est « *le précurseur des idées de la décroissance* ». Ce livre s'appelle : « *La pauvreté, richesse des peuples* ».

Bien entendu, tous les décroissants ne profèrent pas de semblables insanités. Si une partie de ce courant considère le sous-développement comme un bienfait, d'autres disent vouloir combattre celui-ci, mais en préconisant que les habitants des pays dits riches... se serrent la ceinture. L'idée étant que, le gâteau n'étant pas assez gros pour tout le monde, il faut que les pays occidentaux mangent moins pour que les pays pauvres mangent plus. Il s'agit ici de culpabiliser les prétendus « *riches* » que seraient les habitants des pays développés. Cette façon de raisonner, finalement pas très éloignée d'une conception chrétienne de la charité, n'est évidemment pas non plus la nôtre. Comme l'écrivait Bertolt Brecht dans sa Chanson de Salomon : « *Saint Martin a donné la moitié de son manteau à un pauvre. Comme ça ils sont morts de froid tous les deux* ». Serions-nous d'odieux « *productivistes* », parce que nous préférons lutter pour un système qui permettrait de produire autant de manteaux qu'il y a de gens qui ont froid ?

Quelle que soit la tendance à laquelle ils appartiennent, cette thématique du retour à la pauvreté est constamment présente dans la propagande des décroissants. Jusqu'à la nausée : la Une du journal *La Décroissance*, en septembre 2004, osait clamer sur cinq colonnes : « *Vive la pauvreté !* ». Il n'est pas sûr que les six millions de

personnes en France qui vivent des minima sociaux, que les 3 000 chômeurs supplémentaires par jour, qui vont s'inscrire en ce moment au Pôle emploi, apprécient. De même qu'il n'est pas évident que les millions de travailleurs qui ne parviennent pas à boucler leurs fins de mois adorent la Une récente du même journal : « *Merde au pouvoir d'achat !* »

Mais c'est que tous ces pauvres ne veulent pas comprendre, selon les décroissants, que toutes les choses confortables et pratiques qu'ils veulent avoir, telles qu'une machine à laver, une voiture, un ordinateur, une connexion Internet, etc., ne sont que des gadgets stupides qui éloignent de la simplicité, de la spiritualité et du retour sur soi. D'ailleurs, il faut croire que les plus pauvres des travailleurs sont les meilleurs pratiquants de la décroissance, puisqu'ils expérimentent régulièrement – bien contre leur gré il est vrai – des « actions » prônées par les décroissants telles que les « *journées sans achat* » ou les « *Noël sans cadeaux* ».

Il y a beaucoup d'indécence à prôner ainsi la misère dans une société où tant de gens n'ont rien. Mais cela ne dérange visiblement pas trop les décroissants, qui affichent, pour beaucoup d'entre eux, un mépris assez sidérant pour les plus pauvres, les moins cultivés, ceux qui n'auraient pas, comme eux, assez d'intelligence ou de culture pour comprendre que le confort ne sert à rien ; ou que pour économiser l'eau des chasses d'eau, aller aux toilettes dans une litière sèche, comme les chats, est le comble du bonheur.

Une doctrine individualiste...

La décroissance apparaît comme une doctrine individuelle et individualiste, dans ses constats comme dans ses modes d'action. Pour une bonne partie de ses promoteurs, il faut « *se changer soi-même pour changer le monde* » – ce qui revient à nier toute possibilité d'un changement de société par des moyens de lutte collective.

Les modes d'action prônés oscillent, pour la plupart, entre le ridicule et le choquant. Ainsi le « *manuel du bon rétrogradeur* » publié dans La Décroissance préconise-t-il de « *se libérer de la télévision, de l'avion et du téléphone portable* ». De l'automobile également, bien sûr, qu'il conviendra de remplacer par « *des charrettes à cheval* ». Au passage, pour ceux qui se demanderaient ce qu'il adviendra des travailleurs qui produisent lesdites automobiles, un rédacteur du journal La Décroissance a écrit un article en 2004 intitulé : « *Fermons les usines Citroën !* ». Il faut également arrêter d'utiliser les ascenseurs, les réfrigérateurs, les machines à laver, ne plus manger de viande, etc. Le rêve des décroissants, c'est la vie à la campagne, près de la terre, en autarcie, sans technologie, en harmonie avec la nature et avec soi-même – la pauvreté ou la « simplicité » permettant de mieux ressentir cette harmonie.

Si un certain nombre de décroissants prétendent n'avoir pas renoncé à l'action collective, ils n'en citent pas moins comme modèles des comportements qui rejettent celle-ci. Paul Ariès, par exemple, dit dans une interview qu'il est « *un militant politique qui veut changer le monde* ». Dont acte. Mais cela ne l'empêche pas, dans le journal qu'il dirige, de consacrer une pleine page à « *Anne, psychologue* », adepte de la simplicité volontaire, qui déclare : « *On est plus heureux en possédant moins. Je ne crois plus à l'impact de notre action sur le plan planétaire. J'ai arrêté de croire que j'allais sauver le monde. On vit simplement, parce que ça nous fait du bien.* »

Mais même ceux qui, parmi les décroissants, ne donnent pas dans cet affligeant individualisme, prônent l'action individuelle, la « *réflexion individuelle sur les comportements de consommation* » ... ce qui revient, au fond, à rejeter la responsabilité des problèmes de la société sur les consommateurs, c'est-à-dire sur les plus pauvres, et surtout pas sur les capitalistes.

...ou totalement inefficace

Certains décroissants prônent, comme modèle d'action collective, le boycott des marques, le fait de refuser de faire ses courses dans les hypermarchés pour préférer le « *lien direct avec le petit producteur* », celui de cultiver soi-même ses légumes ou de fabriquer ses vêtements, bref, appellent à « *changer leurs modes de consommation* ». L'idée étant d'étouffer le grand capital en lui coupant l'oxygène que lui procure la vente de ses marchandises.

Un tel mode d'action serait inaccessible aux plus pauvres ? « *Alibi égoïste !* », répondent les décroissants. C'est ainsi que dans un article de La Décroissance de juin 2009, l'auteur évoque certaines épidémies récentes, vache folle, grippe aviaire ou grippe porcine. Selon lui, la grippe porcine aurait pour origine l'élevage industriel des porcs (ce qui est discutable, mais c'est un autre débat). Voici son raisonnement : l'élevage industriel vise à produire de la viande peu chère, à destination des ménages qui ne peuvent, ou plutôt ne veulent selon lui, pas trop dépenser. Si ces ménages acceptaient de payer plus cher leur viande, il n'y aurait plus de marché, donc plus d'élevage en batterie, donc plus de maladies de ce type. CQFD. Nous n'inventons rien. L'auteur de l'article écrit : « *En tant que citoyens des pays développés, il conviendrait de nous poser la question de notre responsabilité personnelle. Parce que, si à l'achat d'un produit le prix est l'un de mes critères importants, je suis personnellement responsable de ce genre de crise. En achetant le poulet à 6 euros le kilo ou un T-shirt à 5 euros, qui peut honnêtement croire que les méthodes de production puissent être écologiquement ou socialement acceptables ?* »

Faudrait-il donc boycotter les produits bon marché ? De toute façon, un tel système serait impossible à généraliser dans une société où les capitalistes régissent toute la vie économique et sociale, où ce sont eux qui maîtrisent et la production, et les prix, et les salaires. Mais même érigé en doctrine, pour une société future, ce système est réactionnaire : le vieux Proudhon (même habillé de fibres bio), avec ses communes indépendantes et son retour à la production artisanale, n'est pas plus séduisant aujourd'hui qu'il ne l'était du temps de Marx. Prôner la fin de la grande production industrielle et de l'agriculture mécanisée, la « *relocalisation de l'économie* », c'est vouloir faire revenir le monde trois siècles en arrière. Pour nous, l'avenir est à la mondialisation communiste et pas, comme le prétend le décroissant Paul Ariès, à « *une Europe dont chaque pays aurait ses propres moyens de vivre* ».

Un nouvel avatar du malthusianisme

Le courant décroissant est en fait une nouvelle version, repeinte en vert, du vieux malthusianisme, ce qui le rend réactionnaire – et dangereux – par définition. Malthus était un ecclésiastique anglais du 18^e siècle, effrayé par l'explosion démographique des débuts de la révolution industrielle, qui écrivit un traité devenu célèbre dans lequel il expliquait que l'humanité ne pourrait survivre à l'accroissement de la popula-

tion, puisque le nombre d'êtres humains progressait infiniment plus vite que la quantité de richesses produites. Conclusion, selon Malthus : il fallait limiter les naissances ou, pour être tout à fait précis, laisser mourir les pauvres. « *Un homme qui est né dans un monde déjà possédé, écrivait Malthus, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture, et, en fait, il est de trop au banquet de la nature ; il n'a pas de couvert vacant pour lui.* »

Les idées de Malthus – déjà violemment critiquées par Marx et Engels en leur temps comme une « *infâme, une abjecte doctrine, un blasphème hideux contre la nature et l'humanité* » – ont connu nombre de continuateurs depuis deux siècles. Et, nous l'avons dit, chaque période de crise produit presque automatiquement son lot de malthusiens expliquant doctement qu'il faut limiter le nombre des naissances – plutôt que de se demander pourquoi le système économique n'est pas capable de donner à chacun « *une place au banquet de la nature* ». Aujourd'hui, certains courants anarchistes et nombre d'écologistes sont plus ou moins ouvertement malthusiens. Le Vert Yves Cochet a par exemple récemment proposé, dans le but de limiter les naissances, de couper les allocations familiales aux familles ayant plus de trois enfants, au prétexte qu'un enfant européen aurait « *un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New-York* ». Sans commentaire.

Le raisonnement de Malthus est de dire qu'il y a trop de monde pour pas assez de ressources. Celui des décroissants, qu'il n'y a pas assez de ressources pour que tout le monde vive dans le confort. Les termes du raisonnement sont inversés, mais c'est le même. Certains théoriciens décroissants se revendiquent d'ailleurs ouvertement de Malthus, mettant en parallèle la décroissance économique et la décroissance démographique, jugées toutes les deux nécessaires. Ivan Illich écrit ainsi que « *le surpeuplement rend plus de gens dépendants de ressources limitées. L'honnêteté oblige chacun de nous à reconnaître la nécessité d'une limitation de la procréation [et] de la consommation* ». Quant au pape actuel de la décroissance, Serge Latouche, il a osé signer récemment un article au titre sans équivoque : « *Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain* ».

Nous avons donc un tableau à peu près complet de la décroissance : une théorie individualiste, prônant la pauvreté volontaire, la baisse de la productivité et de la croissance économique, la limitation des naissances et le retour à la terre.

Quand intellectuels et politiques se découvrent décroissants

Ce courant, dont on voit qu'il ne dépasse guère le degré zéro de la réflexion politique, est-il vraiment en train de se développer ? En tout cas, il séduit un certain nombre de jeunes dans les milieux intellectuels. Et le petit succès des écologistes aux élections européennes a visiblement donné envie à beaucoup de commentateurs de prendre en marche le train – ou la charette à cheval – de la décroissance.

Ainsi un éditorialiste politique de France Inter, le 8 juin au matin, expliquait-il : « *Les Verts (...) estiment que l'écologie offre une occasion de changer la vie, les rapports entre les gens, le rapport à l'argent. (...) Et surtout, ils commencent à remettre en cause la notion même de croissance. On parle de « nouvelle frugalité », de « croissance sélective » ou de « décroissance sélective ».*

Quelques jours après, le 13 juin, c'est cette fois dans une double page du quotidien Le Monde que trois éminents intellectuels s'exprimaient sur le sujet de « *l'écologie politique* ». Sur les trois articles, deux adoptaient le point de vue des décroissants, avec plus ou moins de nuances. Jean Gadrey, « *membre du conseil scientifique d'Attac* », dénonçait « *le paradigme actuel de développement, fondé sur l'impératif de croissance* ». Selon ce savant économiste, il va falloir apprendre à créer des emplois « *sans gain de croissance ni de productivité* ». Et c'est à un vaste retour en arrière qu'il appelle ses lecteurs, avec par exemple « *le remplacement progressif de l'agriculture industrielle (...) par de l'agriculture biologique de proximité* ». Naturellement, tout ce discours est émaillé de bonnes paroles sur les « *créations d'emplois* » que généreraient de telles mesures. Certes. De la même manière, le remplacement des automobiles par des chaises à porteurs, ou des cargos par des galères, générerait un bon nombre d'emplois. Mais serait-ce vraiment un progrès ?

Dans la même double page du Monde, le sociologue Edgar Morin soutient plus franchement encore les thèses décroissantes – et dans ce qu'elles ont de plus ridicule. Le but ultime de l'écologie politique, c'est selon lui de « *poétiser la vie* ». Tout un programme, qui passe par la lutte contre les « *intoxications consuméristes* » et la nécessité de « *changer nos vies dans le sens de la sobriété* ». Morin se réfère explicitement dans son article au théoricien de la décroissance, le « *révérend père* » Ivan Illich. Et il conclut avec ces propos assez niais : « *Toutes les solutions envisagées sont quantitatives : croissance économique, croissance du PIB. Quand donc la politique prendra-t-elle en considération l'immense besoin d'amour de l'espèce humaine perdue dans le cosmos ?* ». Remplacer la croissance par de l'amour, cela ne remplira pas le ventre des millions d'enfants qui meurent de faim dans le monde chaque année, mais cela permettra au moins, selon Morin, de « *poétiser leur vie* ». Ou leur mort, en l'occurrence.

Au-delà des écologistes eux-mêmes, la plupart des partis de gauche, PS, PCF, et même le NPA, flirtent avec les idées de « *décroissance* », « *rupture avec la croissance* » ou « *antiproductivisme* ».

Le PCF par exemple, dès 2005, déclarait lors d'un forum à la Fête de l'Humanité, par la bouche de Alain Hayot : « *Il faudrait quatre à cinq planètes si toute la population mondiale produisait et consommait sur le même modèle que l'actuel monde dit développé. La croissance actuelle génère autant de dégâts sociaux qu'environnementaux* ». La croissance, vraiment, pas la logique du profit ? Et Alain Hayot poursuit : « *Il nous faut repenser le type même de développement et de croissance dans ses finalités comme dans ses modes opératoires, (nous) inscrire dans le dépassement des modes de production et de consommation actuels.* »

Dans les « *principes fondateurs* » du NPA – texte dans lequel il n'y a pas une seule occurrence du mot « *communisme* » – on trouve le paragraphe suivant : « *En opposition aux modes de production et de consommation actuels, nous proposons la relocalisation de l'économie, la redistribution des richesses, la décroissance de la consommation des ressources non renouvelables...* » : « *Relocaliser l'économie* », qu'est-ce que cela veut dire ? Que les différentes régions de la planète devraient vivre en autarcie ? Voilà qui va compliquer quelque peu « *la redistribution des richesses* », vu que certaines régions de la planète sont totalement incapables, pour des raisons géographiques, climatiques et géologiques, de produire un certain nombre de richesses.

Mais certains membres du NPA vont bien plus loin. Philippe Corcuff, enseignant à Sciences Po Lyon, sociologue et « *spécialiste de philosophie politique* », membre de la direction du NPA après l'avoir été de celle de la LCR, a ainsi participé, le 2 mai dernier, à un colloque organisé par le journal La Décroissance sur le thème : « *Non au capitalisme vert* ». Dans son intervention, il souligne « *les nouvelles convergences* » entre « *anticapitalisme et antiproductivisme* ». Dans le charabia prétentieux qui est souvent la langue des sociologues, Corcuff se félicite que chacun (anticapitalistes et antiproductivistes) ait « *amorcé une autoanalyse critique de ses propres impensés* ». Et de poursuivre : « *Depuis la fin du XIXe siècle, les différentes variantes de socialisme ont souvent été imbibées de productivisme, d'une croyance (...) qu'il suffisait de se débarrasser des chaînes de l'exploitation capitaliste pour résoudre tous les problèmes* ». D'où viennent ces « *croyances* » ? De Marx, bien sûr. Corcuff dénonce les « *ambivalences* » d'un Marx qui, d'une part, « *semblait marqué par une fascination productiviste pour le développement industriel qu'il avait sous les yeux* », et de l'autre dénonçait la production capitaliste qui « *épuise en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* » (Le Capital). Ce raisonnement de Corcuff sur les « *ambivalences* » de Marx ne prouve qu'une chose : c'est que l'on peut être docteur en sociologie sans être capable de comprendre le BA-ba du marxisme. Oui, Marx était « *fasciné* » par les extraordinaires forces productives que le capitalisme était capable de faire sortir de terre ; et oui, il était révolté par l'exploitation du prolétariat et par l'irresponsabilité avec laquelle les capitalistes traitaient la nature. Il en concluait donc qu'il fallait mettre les forces productives au service de la population en les arrachant aux capitalistes, par le moyen d'une révolution sociale. Il n'y a ici pas plus d'ambivalence qu'il n'y a de marxisme dans la tête de Philippe Corcuff.

Marxisme et décroissance

Il n'y a en fait que ceux qui ne connaissent ni Marx ni le marxisme qui pensent que celui-ci était un « *productiviste* » acharné, incapable de se poser la question de l'épuisement des ressources naturelles ou de la lente destruction de la planète par le système capitaliste. Bien au contraire : Marx et Engels ont sans doute été parmi les premiers à poser ces problèmes.

Parler de risque d'épuisement des ressources naturelles – et en particulier des sources d'énergie fossiles comme le pétrole – est aujourd'hui un lieu commun. Le propre des énergies fossiles étant d'être non renouvelables, elles arriveront nécessairement à épuisement un jour. Tout juste peut-on noter que les délais qui nous séparent de cette date sont probablement plus longs que les écologistes et les décroissants le prédisent : dans les années soixante-dix, les mêmes courants prévoyaient la fin définitive des ressources pétrolières en l'an 2000.

Mais cette question de l'épuisement des ressources est évidemment pertinente. Tout comme sont pertinentes bien des questions que posent les décroissants : oui, le capitalisme pousse ceux qui en ont les moyens à la consommation, par le biais de la publicité et de la création de modes artificielles. Oui, le capitalisme fabrique volontairement des produits qui deviennent obsolètes très rapidement pour pousser les acheteurs à les renouveler. Oui, le capitalisme transforme tout ce qu'il touche en marchandise, et pousse, par mille biais, les êtres humains solvables (et même de moins solvables, grâce au crédit) à acheter des objets parfois inutiles. Est-ce une dé-

couverte ? Certainement pas. La « marchandisation » tant critiquée par les écologistes, les altermondialistes et les décroissants, c'est finalement le fait que le capital ne considère jamais un objet pour son usage, mais en fonction de ce qu'il peut rapporter lorsqu'il sera vendu. Le capitalisme ne produit pas pour satisfaire les besoins mais pour vendre en vue de faire un profit. Il n'y avait pas besoin des décroissants pour savoir cela, puisque Karl Marx l'a longuement expliqué dans *Le Capital*, il y a plus d'un siècle.

On sait également grâce au même Karl Marx que le capitalisme ne peut fonctionner qu'en réutilisant une partie de la plus-value gagnée lors de la production pour réinvestir dans le but d'accroître sa production. Ce que l'on appelle la « croissance », c'est-à-dire le fait qu'en dehors des périodes de crise la production de richesses augmente d'une année sur l'autre, est en réalité ce que Marx a défini sous le terme de « reproduction élargie du capital ».

Dans l'économie capitaliste, des périodes de décroissance sont des périodes de crise – la stagnation et à plus forte raison le recul de la production, ne résultant pas d'une évolution consciemment maîtrisée, mais se traduisant par des catastrophes sociales.

Parler, comme le fait Jean Gadrey cité plus haut, de renoncer aux gains de productivité, tourne en fait le dos à tout ce qui a permis à l'humanité de progresser pendant des dizaines de milliers d'années. Qu'ont fait les premiers hommes qui ont taillé des silex, sinon inventer des moyens d'accroître la productivité du travail ? Toute l'histoire de l'économie humaine est celle d'une longue bataille pour augmenter la productivité par l'amélioration des techniques de production – ce qui a permis, excusez du peu, de donner les moyens à l'humanité de s'affranchir peu à peu des contraintes imposées par la nature. Voilà donc ce que la décroissance veut jeter par-dessus bord ?

Et en quoi la « croissance », c'est-à-dire le fait que les richesses produites par la société humaine s'accroissent, pose-t-elle un problème ? Ce constat devrait au contraire être plutôt réjouissant : plus la quantité de richesses produites augmente, plus se rapproche la possibilité pour l'humanité d'offrir « à *chacun selon ses besoins* ». Et plutôt que de chercher à réduire la quantité de richesses produites par un retour à l'artisanat de village, il serait peut-être nécessaire de se demander comme faire profiter l'ensemble de l'humanité de cette abondance de richesses.

À cela, les décroissants répondent que c'est de toute façon impossible et utopique, puisque la terre ne peut produire assez de richesses pour satisfaire tout le monde. La théorie récente de « *l'empreinte écologique* », souvent brandie par les décroissants, va dans ce sens : si tous les humains vivaient avec le standard de vie des classes moyennes américaines, « *il faudrait quatre planètes pour pouvoir y faire face* ».

Poser la question de cette manière revient, au fond, à dire aux habitants des pays sous-développés qu'ils doivent rester dans la misère. Car il évident que l'ensemble de la population des États-Unis, d'Europe et du Japon ne va pas revenir à la charrette à cheval et à la bougie – et tant mieux. Mais au-delà, c'est le raisonnement lui-même qui est absurde. Exactement comme les malthusiens qui prévoyaient « *l'extinction de la race humaine* » au-delà d'un milliard d'habitants sur la terre, les partisans de ces théories ne tiennent aucun compte des possibilités que le progrès

scientifique et technique pourra offrir à l'humanité. Malthus pensait que l'humanité s'éteindrait au-delà d'un milliard d'individus parce qu'il ne pouvait pas imaginer ce que serait un jour l'agriculture intensive et la productivité de l'industrie actuelle. Au moins avait-il quelque excuse, en 1780. Les décroissants d'aujourd'hui, qui sont témoins de ce que la technologie est capable de réaliser et des espoirs qu'elle offre, n'en ont, eux, aucune. Essayer d'imaginer ce que seront les capacités productives de la société dans cinquante ans est impossible. Le raisonnement des malthusiens sur ce sujet est aussi absurde que le dialogue d'une plaisanterie célèbre : deux hommes de Cro-Magnon bavardent en revenant de la chasse aux mammoths. L'un dit : « *Tu sais, je crois qu'il y aura six milliards d'être humains dans 40 000 ans.* » – « *Tu es fou,* répond l'autre. *Il n'y aura jamais assez de mammoths. Il faudrait au moins 6 000 planètes !* »

Alors, non, nous ne pensons pas que l'avenir de la société soit dans la réduction de la croissance à tout prix. Pas plus que nous ne pensons qu'il réside dans l'augmentation de la croissance à tout prix. Cette augmentation est, de fait, une des lois du capitalisme, système dans lequel le seul régulateur de la production est le marché aveugle. Personne, pas même les capitalistes eux-mêmes, n'a réellement de contrôle sur la production. Seule une société libérée de la concurrence, où la production serait démocratiquement planifiée en fonction des besoins, pourrait être une société où la croissance est maîtrisée – ce qui supposerait une croissance de la production de certaines marchandises si la hausse des besoins existe, et une décroissance de la production dans d'autres secteurs le cas échéant. Mais tout cela serait décidé et contrôlé par la population elle-même. Une telle société, cela s'appelle une société socialiste ; et elle ne pourra voir le jour qu'à la suite d'une profonde révolution mondiale, qui mettra fin à la dictature des capitalistes sur la société.

Ce n'est pas, on l'a compris, le but des décroissants. Bien dans l'air du temps où les idées de lutte collective n'ont pas le vent en poupe, les décroissants prônent l'action individuelle, le chacun pour soi. La plupart d'entre eux ne préconisent nulle lutte collective, mais conseillent à chacun de se retirer du monde moderne pour sauver sa propre peau... certainement sans ignorer qu'il y aura toujours des ouvriers, malgré tout, pour fabriquer les ordinateurs et le papier qui leur permettent d'écrire des âneries dans leurs journaux.

Avec les décroissants, les capitalistes n'ont pas de souci à se faire. Bien au contraire : si, ce qui est fort peu probable, les idées décroissantes dépassaient le cercle fermé de la petite bourgeoisie écologiste, ce serait une bénédiction pour les capitalistes : ils auraient face à eux des travailleurs qui non seulement accepteraient leur sort, mais seraient tout joyeux de voir leur pouvoir d'achat se dégrader, au nom du retour à la simplicité. Des habitants des bidonvilles qui ne feraient plus d'émeutes de la faim, mais qui remercieraient leurs exploiters de n'avoir ni écoles, ni hôpitaux, ni médicaments, ni confort. Nous sommes bien convaincus que cela n'arrivera jamais – car il faut avoir le ventre plein pour prôner de telles idées. Mais quand, comme l'a fait un Gandhi par exemple (une autre idole des décroissants), on prône la résignation aux pauvres en leur disant que leur misère est une richesse, et qu'on arrive à les convaincre, les peuples n'ont à y gagner qu'un accroissement de cette misère.

Les décroissants veulent faire croire qu'il n'y a pas d'autre alternative pour l'humanité que de se noyer dans la graisse de la surproduction capitaliste d'un côté ou de rejeter tout progrès en acceptant, voire en se réjouissant, de sa misère. C'est

au mieux une stupidité, au pire, un mensonge. Il existe une autre alternative – seule capable non seulement de résoudre les problèmes de pauvreté mais aussi ceux de la destruction de l'environnement par un capitalisme irresponsable et criminel : une révolution sociale, et l'instauration d'une société dirigée et contrôlée par la population elle-même : le communisme.

La décroissance, une doctrine qui prétend faire avancer la société... à reculons

Introduction

Hasard du calendrier, la conférence du Cercle Léon Trotsky de ce soir se déroule en plein sommet de Copenhague. À cette grand-messe de l'écologie, les dirigeants de la planète parleront beaucoup, mais au final il n'en sortira rien. Car il en va des problèmes écologiques comme de la crise économique : aucune régulation ne pourra exister tant que la société sera gérée en fonction du profit, c'est-à-dire tant qu'elle sera dirigée par la classe capitaliste.

Ce sommet de Copenhague fait couler beaucoup d'encre. Et il place, plus encore que d'habitude, le courant écologiste sous les feux de la rampe.

C'est de l'une des branches de ce courant écologiste que nous allons parler ce soir : la décroissance. Ce courant regroupe des militants qui se désignent sous le nom d'« objecteurs de croissance » ou de « décroissants ». Leurs opinions sont souvent très diverses, mais elles ont en commun d'estimer que l'on consomme trop et que l'on produit trop. Et que l'essentiel des maux qui frappent la planète viendraient de cette surconsommation, et de ce qu'ils appellent le « productivisme ».

Nous, communistes, nous pensons que les problèmes de la société viennent d'une certaine organisation sociale – le capitalisme – et qu'ils sont le fruit de la division de la société en classes sociales.

Ce sont deux visions radicalement différentes et même antagonistes.

Si le terme de « décroissance » connaît un certain effet de mode, il surprend et choque aussi bon nombre de gens. Et l'on comprend pourquoi : le 16 octobre dernier, un organisme de l'Onu annonçait que le nombre d'humains frappés par la famine avait, pour la première fois dans l'histoire, dépassé le chiffre de un milliard. À peu près au même moment, une enquête du Secours populaire révélait que 44% de la population européenne rencontreraient des difficultés pour « s'acheter des vêtements convenables », tandis que 35% peinent à se procurer une « alimentation saine et équilibrée ».

Dans ce contexte-là, prôner une réduction de la production et de la consommation paraît stupéfiant. Ah, bien sûr, la plupart des objecteurs de croissance se disent soucieux de la famine et de la misère dans les pays d'Afrique ou d'Asie – mais ils en mettent une partie de la responsabilité sur le dos des peuples des pays riches. « *Nous, au Nord, les gavés de l'hyperconsommation* », peut-on lire par exemple sous la plume de l'économiste décroissant Serge Latouche. Les « gavés de

l'hyperconsommation » ? De qui parle-t-il ? De la grande bourgeoisie, des banquiers arrosés à l'argent public ? Non, bien sûr. De vous et moi, des salariés, des petites gens qui vont chaque semaine remplir un caddie à l'hypermarché, qui ont une voiture, ou, pire encore, un lecteur MP3. À eux ils prônent, plutôt qu'une illusoire hausse du pouvoir d'achat, (je cite) « *l'ivresse joyeuse de la sobriété volontaire.* »

Les idées de la décroissance gagnent du terrain. On les retrouve, sous une forme ou sous une autre, dans les discours de la plupart des partis politiques de gauche ; on les lit dans la presse ; on les entend dans la bouche de nombreux jeunes déboussolés par la faillite du capitalisme ; on en retrouve même des traces dans ce que disent certains syndicalistes démoralisés ou certains travailleurs privés de perspective.

Un certain nombre de défenseurs de la décroissance se veulent de gauche. Certains se disent anticapitalistes. Ils prétendent que leurs idées peuvent permettre de changer le monde – et seraient même une solution tant à la crise écologique qu'à la crise économique.

Eh bien pour nous, cette idéologie du renoncement et du recul, même si elle se travestit en mouvement de gauche, voire d'extrême gauche, est une escroquerie.

Les idées de la décroissance sont forcément impuissantes : pour résoudre les problèmes de la société, il est indispensable de raisonner en termes de lutte des classes. Et cela, les décroissants ne le font jamais.

Qu'est-ce que la décroissance ? Quelles sont ses idées essentielles ? En quoi celles-ci sont non seulement incompatibles avec les idées communistes, mais même opposées à celles-ci ? Pourquoi les idées de la décroissance ont-elles le vent en poupe, et quelles autres perspectives l'humanité a-t-elle pour sortir d'un marasme qui est en réalité bien pire que ce que les décroissants dénoncent eux-mêmes ?

Ce sont ces sujets que nous allons aborder ce soir.

Qu'est-ce que la décroissance ?

Un concept à la mode

Il n'est pas une formation politique de gauche qui ne soit allée, ces derniers mois, de son couplet contre le « productivisme », la « consommation » et « le culte de la croissance ». La presse a pris le relais en donnant de plus en plus souvent la parole aux différents porte-parole de ces idées.

Le concept est tellement à la mode que même la droite n'a pas envie d'être en reste : tout récemment, le ministre de l'industrie Hervé Novelli a par exemple déclaré : « *La crise que nous connaissons aujourd'hui est beaucoup plus grave qu'une crise économique : c'est la crise d'un modèle, celui de la société de consommation. Ce modèle reposait sur une incitation à consommer toujours plus.* » Le Medef lui-même a consacré, à la rentrée, un atelier de son université d'été à la décroissance – mais une décroissance supportable pour le patronat, puisque l'atelier, auquel participait le Vert Yves Cochet, s'intitulait *Pour une décroissance prospère.*

Les grandes figures du mouvement écologiste, jusque-là plutôt dubitatifs, sont l'un après l'autre en train de découvrir les mérites de la décroissance. Cela a été le cas, tout récemment, de Cécile Duflot, de Yann Arthus-Bertrand et de Nicolas Hulot.

En Italie, en Belgique, aux États-Unis et au Canada, la décroissance connaît de semblables succès.

On pourrait considérer tout cela comme de l'agitation politicienne et médiatique. Mais tout ce matraquage conduit à influencer peu à peu les consciences. L'influence de ce courant de pensée est aujourd'hui palpable dans certaines couches sociales et dans la jeunesse. Certes, peu de gens se disent clairement « décroissants ». Mais combien de fois n'entend-on pas autour de nous parler de « surconsommation », de « productivisme », et de la fameuse idée selon laquelle « *si toute l'humanité vivait comme nous, il faudrait 3 planètes* » ? Qui n'a pas déjà entendu quelqu'un se demander si « *les RMIstes ont vraiment besoin d'une télévision à écran plat* » ; ou entendu des discours plus ou moins méprisants sur les travailleurs pauvres qui « *claqueraient leur salaire à remplir des caddies chez Auchan* » ?

Si nous avons choisi de parler de ces idées ce soir, c'est parce que oui, elles ont le vent en poupe. Elles attirent des jeunes qui sont à cent lieues de penser qu'il s'agit là d'idées réactionnaires. Des gens qui sont tout à fait convaincus qu'être décroissants, c'est être anticapitalistes. Eh bien nous voulons montrer, justement, que ce n'est pas le cas. Si nous comprenons ce qui peut pousser des gens à se tourner vers ces idées, nous sommes néanmoins convaincus qu'il est indispensable, pour les communistes révolutionnaires, d'en montrer sans indulgence les limites.

Une théorie aux contours confus

Mais pour commencer, qu'est-ce que la décroissance ?

Répondre à cette question relève de la gageure, tant ce courant rassemble de points de vue divers, divergents, voire contradictoires. La décroissance n'est ni une idéologie, ni une doctrine cohérente. Ce n'est – si l'on en croit ses porte-paroles – rien d'autre qu'une idée, un mot. Cette définition plutôt vague permet aux décroissants d'assumer leur étonnante diversité. On trouve des décroissants aussi bien à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite. Certains se réclament de l'anarchisme, d'autres d'un avatar du marxisme. Un Pierre Rahbi, qui faillit être candidat à l'élection présidentielle de 2002, est lui ouvertement mystique.

Et si l'on tente de se faire une idée de ce qu'est la décroissance en lisant les ouvrages de ses penseurs et sa presse, on trouve véritablement tout... et son contraire. « *Nous ne crierons jamais « Vive la crise !* » »¹, s'écrie le décroissant Vincent Cheynet. Fortes paroles. Mais il faut croire qu'il n'est pas d'accord avec son compère Serge Latouche qui écrivait lui sans complexe, en 2007, « *il est à souhaiter, au nord, que la crise arrive à temps pour laisser sa chance à l'autre Afrique* ».

Les origines théoriques de la décroissance sont multiples. Nous ne nous attardons pas longuement ce soir sur ces origines, préférant discuter des idées défendues par les décroissants d'aujourd'hui. Mais disons que ces idées, sous leur forme actuelle, remontent aux années 1960 et 1970 : le mot de « décroissance » est tiré d'un ouvrage de l'économiste américain Georgescu-Roegen, paru en France en 1979. Il

¹ Vincent Cheynet, *Le choc de la décroissance*, éd. du Seuil, avril 2008

reprenait des idées issues de rapport publiés auparavant, notamment la Lettre Mansholt, puis le rapport du Club de Rome intitulé *Halte à la Croissance*.

Ces rapports reprenaient en fait des idées bien plus anciennes : cela fait plus de deux siècles qu'il existe, dans le sillage de Thomas Malthus dont nous reparlerons, des gens qui pensent que « *nous sommes trop nombreux au banquet de la nature* ». Les décroissants actuels ne disent pas exactement que nous sommes trop nombreux au banquet de la nature, mais que la table du banquet est trop petite pour tous – ce qui revient au fond exactement au même.

Les décroissants revendiquent aujourd'hui un héritage intellectuel bien plus vaste. Pour Paul Ariès en effet, la décroissance « *met ses pas* » dans ceux de Socrate, du judaïsme, du catholicisme, de la philosophie des Lumières, des Luddites, de Marx, de Proudhon, de la Commune, de Freud et de la Résistance !

Réussir à « *mettre ses pas* » à la fois dans ceux de la religion catholique et dans ceux des Lumières nécessite déjà une certaine souplesse. Mais mettre côte à côte le luddisme et Marx relève carrément du contorsionnisme ! En effet le mouvement luddite consistait, à l'aube de la révolution industrielle, à pousser les ouvriers à détruire les machines, considérées comme porteuses de chômage. Marx, lui, pensait que les machines étaient porteuses du progrès de la société, à condition que celle-ci soit réorganisée sur d'autres bases. Se réclamer en même temps de ces deux courants en dit long sur le sérieux de l'auteur. Mais il est vrai que Paul Ariès parle d'autant plus facilement de Marx qu'il ne l'a pas lu. Sans cela, il aurait perdu une occasion d'étaler son ignorance en écrivant que : « *Marx est mort trop tôt : avant de commencer l'analyse de l'État.* »²

Lorsque l'on discute avec les décroissants, il faut donc choisir ses interlocuteurs. Nous ne discuterons ce soir ni de Pierre Rahbi et de ses élucubrations mystiques, ni de la décroissance nationaliste d'Alain de Benoist, ni des théories d'Ivan Illitch sur le caractère néfaste de l'école et de la médecine.

Et, même si le rire y perdra, nous ne commenterons pas les expériences alternatives des intégristes de la décroissance, prônant d'habiter dans des yourtes ou de remplacer le tout à l'égout par des cultures de vers de terre. Évidemment, il est tentant de se moquer de cet aspect caricatural et souvent ridicule de la décroissance, et des préoccupations de ses adeptes. Les forums internet fourmillent de débats sur des sujets aussi fondamentaux que : « *Quel dentifrice pour les décroissants ?* » ou « *Je suis adepte de la simplicité volontaire, quel shampoing dois-je utiliser ?* »³ (À ce sujet, si la question vous taraude, sachez tout de même que les débatteurs se divisent clairement en deux camps : ceux qui préconisent le shampoing au savon d'Alep – mais uniquement s'il n'est pas fabriqué à Alep car Alep est en Syrie et le transport est anti-écologique ; et ceux qui pensent, non sans une certaine logique, que la solution la plus décroissante est tout simplement... de se raser le crâne.)

Plus sérieusement, nous avons donc choisi de discuter des idées politiques de la décroissance, celles qui sont défendues par des militants qui, dans leur discours du moins, se disent de gauche ou d'extrême gauche et se targuent de vouloir changer la société. Ceux qui animent le journal *La Décroissance* en font partie, puisqu'eux-

² Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, éd. Golias, octobre 2005

³ Voir <http://forum.decroissance.info/>

mêmes rejettent les « farfelus » qui donnent une image caricaturale de leur mouvement. Ceux-là parlent « *d'en finir avec le capitalisme* ». Comme c'est également le but que nous nous fixons, l'exposé de ce soir est presque entièrement consacré à discuter des idées des décroissants anticapitalistes, c'est-à-dire notamment celles du publicitaire repentini Vincent Cheynet, du politologue Paul Ariès ou de l'économiste Serge Latouche.

Critiquer les effets, ou les causes ?

Disons dès maintenant que nous partageons bien des critiques des décroissants contre tel ou tel aspect de la société capitaliste. Il serait d'ailleurs bien plus juste de dire que ce sont les décroissants qui partagent bien des critiques des communistes ! Car ces critiques sont contenues dans les idées marxistes depuis leur naissance. Si les révolutionnaires sont révolutionnaires, c'est bien parce qu'ils trouvent insupportable le fonctionnement quotidien de la société – et pas seulement parce que celle-ci est profondément inégalitaire. Beaucoup des problèmes pointés du doigt par les décroissants, comme l'épuisement des ressources naturelles, le gaspillage effarant de richesses, l'aliénation au travail, les stratégies des capitalistes pour arriver à transformer n'importe quoi en marchandise vendable, l'individualisme, la dissolution des liens sociaux, etc., étaient déjà analysés par Marx et Engels, il y a plus de 150 ans, comme des conséquences du capitalisme. Aucun de ces problèmes n'est réellement nouveau – à commencer par celui de l'épuisement des matières premières et des ressources fossiles. Dans le *Capital*, paru en 1867, Marx écrivait déjà : « *La production capitaliste ne développe la technique et la production qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillissent toute richesse : la terre et le travailleur.* »

C'est une évidence : le capitalisme fait courir à l'humanité des dangers mortels. Nous ne sommes pas des optimistes béats persuadés que quoi qu'il arrive, l'humanité s'achemine tranquillement vers l'avenir radieux du socialisme ! Pour passer au socialisme, il faudra des révolutions, et rien ne dit hélas que le capitalisme n'aura pas réussi à détruire une bonne partie de la planète avant que ces révolutions n'éclatent. « *Socialisme ou barbarie* », s'écriait Rosa Luxembourg en 1915, face à l'horreur de la Première guerre mondiale. Cette alternative reste plus que jamais d'actualité. Les ravages du capitalisme sur l'environnement, la raréfaction des ressources, entre autres, sont peut-être des questions qui amèneront l'humanité vers de nouvelles guerres, de nouveaux cataclysmes mondiaux dont nul ne sait s'ils ne conduiront pas les humains, comme dans les pires cauchemars des auteurs de science-fiction, à vivre un jour terrés comme des taupes dans des sous-sols parce que l'atmosphère sera devenue irrespirable et que la vie aura disparu de la surface de la terre. Albert Einstein a dit, paraît-il, après Hiroshima : « *Je ne sais pas comment la Troisième Guerre Mondiale sera menée, mais je sais comment le sera la quatrième : avec des bâtons et des pierres.* »

Nous sommes révolutionnaires précisément parce que nous voulons un autre avenir à l'humanité.

En fait, nous pensons même que les décroissants, dans leur critique de la société, sont souvent bien en-dessous de la réalité. Tout simplement parce que les penseurs de la décroissance n'ont qu'une vision très partielle de la société – celle qui

commence et s'arrête à leur porte. Cela donne à leurs critiques un caractère souvent dérisoire. On trouve par exemple souvent dans les ouvrages de la décroissance l'expression « *fuir l'enfer urbain* ». De quel enfer urbain parle-t-on ? Bogota, Bombay, Lagos ? Non : Paris. On conviendra que, même s'il y a trop d'embouteillages sur le périphérique, la notion « d'enfer urbain » est tout de même assez relative dans une ville alimentée, chauffée, éclairée, munie d'un réseau de tout à l'égout et de transports en commun. Il en va de même dans tous les sujets abordés par les décroissants.

On est également frappé de constater à quel point leur critique est déclinée au présent – comme si les problèmes de la société avaient commencé il y a dix ou quinze ans, lorsque les risques de réchauffement climatiques ont commencé à être dénoncés. Et ces critiques perdent beaucoup de leur force de frappe lorsque l'on constate que les décroissants déplorent avec bien plus de virulence le sort des petits bourgeois des pays riches que celui des gamins qui meurent de faim en Afrique ou des ouvriers de ces mêmes pays riches. On lit sous la plume de Latouche ou de Cheynet des descriptions de la vie « *cauchemardesque* » de ces cadres souffrant « *d'addiction au travail* », accrochés à leur Smartphone et à leur ordinateur portable – description qui fait dire à Serge Latouche : « *Jamais l'humanité n'avait atteint un tel degré de dérégulation* »⁴, c'est-à-dire d'abandon. Jamais, vraiment ? Ni dans la boue des tranchées de Verdun, ni dans les trains menant à Auschwitz, ni sur les terres d'Afrique décimées par la famine et les guerres ? Chacun voit midi à sa porte, et notre porte en la matière n'est visiblement pas la même que celle des décroissants.

Et quand bien même nous serions d'accord avec toutes les critiques que font les décroissants de la société capitaliste, nous ne le sommes ni sur les causes, ni sur les remèdes à apporter à ces catastrophes. Car s'ils ont raison de dénoncer les méfaits de la société capitaliste, ils s'appuient, nous allons le voir, sur des raisonnements qui les rendent incapables de mettre fin à ces méfaits.

Quelques idées essentielles de la décroissance

L'idée de base de la décroissance – une des seules d'ailleurs sur lesquelles tous ses militants sont d'accord, se résume dans la formule : « *Une croissance infinie est impossible dans un monde fini.* » Il faudrait donc se détourner de la volonté de produire « *toujours plus* », et « *se désintoxiquer de la croissance* ». Au lieu de rêver à posséder plus, à consommer plus, il faudrait cesser de courir après les biens matériels – qui désocialisent – et se tourner vers les liens sociaux. Ce qui est résumé dans le slogan : « *Moins de biens, plus de liens.* » La solution serait donc de réduire notre consommation, « *environ des deux tiers pour la France* », s'avance carrément Serge Latouche. Dans le même temps, il faudrait rompre avec la recherche de la vitesse, ralentir. Et aller vers une relocalisation générale des activités humaines : relocaliser l'agriculture, la production de marchandises, réduire le plus possible les transports. Rompre avec la production industrielle et remettre en avant l'artisanat et le com-

⁴ Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, éd. 1001 nuits, octobre 2007

merce de proximité. Paul Ariès écrit dans son livre *Décroissance ou barbarie* : « *Il faut casser la société productiviste, c'est-à-dire détruire la société industrielle.* »

Les ressources de la planète s'épuiseront donc parce que nous consommons trop. Et de cela, tous sont coupables, du moins dans les pays riches. La décroissance ne connaît pas de division de la société en classes, de différences entre exploités et exploités, entre salariés et capitalistes, même pas entre riches et pauvres – tous sont regroupés dans la même catégorie des « hyperconsommateurs ». Pour que l'on en soit bien convaincu, Paul Ariès écrit d'ailleurs « *nous n'exonérons pas la consommation ordinaire des gens ordinaires.* » Celui qui utilise une voiture et qui, ce faisant, pollue est pour eux aussi responsable que le trust qui fait fabriquer ces voitures ou celui qui fait de juteux profits grâce au pétrole. Cette philosophie du « tous coupables » est totalement assumée par les décroissants, qui n'hésitent pas à rendre les « consommateurs ordinaires », c'est-à-dire pour l'essentiel, les travailleurs, responsables de l'exploitation du tiers-monde, voire de la famine. Sachez par exemple que si vous avez une voiture, vous êtes rien moins qu'un esclavagiste conscient. C'est ce qu'écrit Vincent Cheynet : « *800 millions d'automobilistes sont prêts à réduire définitivement en esclavage 2 milliards de paysans pauvres, à les empêcher de cultiver de quoi se nourrir dans le but de les obliger à produire des plantes pour les agrocarburants.* »⁵

Mais pourquoi donc les travailleurs des pays riches seraient-ils partisans de vouloir réduire les autres en esclavage ? Parce qu'ils sont idiots, tout simplement. Les textes de la décroissance, bien souvent, transpirent le mépris social par tous les pores. On y trouve sans cesse des références aux « masses crétinisées », « abruties ». Une des blagues préférées du journal *La Décroissance* est d'orthographier « consommateurs » avec un trait d'union au milieu : les con-sommateurs. Quand on consomme, on est un « con ». Et assez logiquement, certains décroissants en viennent à juger avec le même mépris les travailleurs et les militants qui les défendent – comme sur ce site internet décroissant⁶ où l'on peut lire que « *Lutte Ouvrière représente ce que le mouvement ouvrier dégénéré a produit de pire. Ils idéalisent tellement les ouvriers qu'ils défendent tout, comme par exemple les congés payés où l'on descend en transhumances bovines se torcher au pastis dans les HLM de bord de mer.* »

Pour finir ce tour d'horizon, ajoutons que la décroissance milite contre la notion de progrès et contre la science. Serge Latouche écrit clairement sur ce sujet : « *La décroissance repose sur la critique du développement, de la croissance, du progrès, de la technique, et finalement de la modernité.* »⁷ Vous avez bien entendu : « *la critique du développement* ». L'un des thèmes favoris de la décroissance est de critiquer le développement en général et celui des pays pauvres en particulier. Dans son livre *Survivre au développement*⁸, Latouche prétend que les pays riches voudraient forcer les pays pauvres à se développer, en quelque sorte contre leur gré, balayant leurs prétendues traditions anticonsuméristes et leurs croyances ancestrales. Le développement consisterait donc à faire entrer en contrebande dans les pays pauvres le démon de la consommation.

⁵ Vincent Cheynet, op. cit.

⁶ forum.decroissance.info

⁷ Serge Latouche, op. cit.

⁸ Ed. 1001 nuits, octobre 2004

Appel à une baisse de la production et de la consommation, relocalisation, désindustrialisation, rejet du progrès et de la science... Voilà, résumées à grands traits, les idées de base de la décroissance.

Marxisme et décroissance

« Productivisme », production et croissance

La décroissance se définit avant tout comme une doctrine antiproductiviste, qui combat « la croissance pour la croissance. »

Ce mot de « productivisme » connaît un certain succès. Il n'a pourtant pas beaucoup de sens – quand on l'applique de façon générale au capitalisme. Un simple dictionnaire définit le productivisme comme : « (Un) *système économique dans lequel la production est donnée comme le but premier* ». Dit comme cela, il apparaît évident que la société capitaliste n'est pas en tout lieu et en tout temps, un système productiviste. Ce n'est pas la production qui est le « but premier » du capitalisme, mais le profit. Et si, pour faire des profits, les capitalistes doivent ne pas produire, ils sont capables de le faire. Il faudrait expliquer à tous ceux qui crèvent de faim sur trois continents et qui manquent de tout – logements, vêtements, médicaments – que le capitalisme est « productiviste » !

Le capitalisme ne produit qu'en fonction du marché solvable, c'est-à-dire qu'en fonction de ses possibilités de vendre. Là où il y a un marché, c'est-à-dire des consommateurs ayant les moyens d'acheter, le capitalisme peut se montrer « productiviste » ; là où il n'y en a pas, il ne l'est pas.

Si réellement le « but premier » était la production, il produirait plus de nourriture, plus de médicaments, plus d'outils agricoles – bref tout ce qui manque cruellement aux pays pauvres. Le fait qu'il existe sur cette planète un milliard de personnes qui souffrent de la famine et deux milliards qui n'ont pas accès au minimum de confort qu'offre l'eau courante, devrait suffire à faire un sort à la théorie d'un capitalisme « productiviste ».

Il est de la même manière absurde de prétendre que le capitalisme serait « drogué à la croissance ». Le capitalisme n'est pas drogué à la croissance : il est drogué au profit – ce qui n'est pas pareil. Réduire le capitalisme à un système tendant vers une « croissance infinie » est non seulement réducteur, mais surtout faux. Bien sûr, la concurrence capitaliste impose aux bourgeois d'investir tout ou partie de leurs profits dans le développement de leurs outils de production... mais dans certaines périodes seulement : dans les périodes où les capitalistes ont l'espoir d'augmenter leurs profits en élargissant leurs marchés. Mais que ces marchés se réduisent, que la société entre en période de crise, alors les capitalistes vendent moins et réduisent alors leur production, parfois de façon considérable. Faut-il rappeler qu'entre 1929 et 1932, la production industrielle américaine a chuté de 50% ? Et ce n'est que grâce à de telles périodes de « décroissance » économique, c'est-à-dire de crise, qu'une partie des capitalistes parviennent à rétablir leurs profits, tandis que d'autres, moins solides, disparaissent purement et simplement. Dans cette société irrationnelle, les crises éco-

nomiques, la décroissance de la production et ses conséquences en matière de chômage et de misère, sont les seuls régulateurs de l'économie.

Malgré ces aspects, qui sont profondément inhérents au capitalisme lui-même, ce système a, pendant toute une période historique, révolutionné la planète et formidablement accru la quantité de richesses produites par l'humanité. Sans jamais parvenir, ni même chercher, à satisfaire les besoins humains, certes, mais d'une façon jamais vue jusque-là. C'était à l'époque de la révolution industrielle. Mais depuis, le capitalisme est entré, au 20^e siècle, dans une nouvelle phase, où les progrès économiques n'ont pas cessé, mais où ils ont été grevés par des périodes de destruction massives de richesses – parmi lesquelles deux guerres mondiales, d'innombrables guerres régionales et crises locales.

Rien ne nous dit que l'avenir du capitalisme ne soit pas une longue période de stagnation, de croissance zéro – voire négative. Personne ne le sait, parce que personne ne contrôle ce système totalement chaotique. Mais l'histoire du capitalisme récent montre qu'en permanence, le système alterne entre production de richesses et destruction de richesses. Le problème n'est donc pas de s'en prendre à la croissance, mais de s'attaquer précisément à ce caractère irrationnel et incontrôlé du capitalisme, dont le profit est le seul moteur. De supprimer la propriété privée, parce que c'est le seul moyen de rationaliser la production et l'économie.

La consommation, un rapport économique et social

Le débat sur la consommation est aussi biaisé que celui sur la croissance. D'abord parce que dans le terme de consommation on peut tout mettre : le bol de riz d'un affamé de Bombay, et le yacht géant de Bolloré. Dans un pays comme le nôtre, où l'on vient d'apprendre que les chiffres de vol de nourriture sont en très forte hausse, il paraît tout de même stupéfiant d'entendre des militants dénoncer la consommation sans faire de différence entre les consommateurs... c'est-à-dire entre les classes sociales.

Mais lorsque les décroissants en appellent à une réduction volontaire de la consommation, cela signifie qu'ils considèrent cette consommation comme un libre choix de la population. C'est une lourde erreur.

La consommation est bien sûr avant tout, une affaire de survie de l'espèce : il faut bien manger pour vivre. Mais elle n'est pas que cela : elle est aussi un rapport social et économique. Dans le marché capitaliste, la consommation des travailleurs est indispensable aux capitalistes parce que ce n'est qu'en vendant leur production qu'ils réalisent leurs profits. Il est donc indispensable aux capitalistes de vendre leur production – que celle-ci soit utile ou pas, nuisible ou pas, peu importe. Ce n'est pas la consommation qui règle la production, sous le capitalisme, mais la production elle-même qui oriente, voire détermine, la consommation. Les capitalistes fabriquent des voitures et des chars d'assaut, des vaccins et des fusils, des céréales et du maquillage... et il leur revient par la suite de convaincre de gré ou de force les consommateurs d'acheter leurs marchandises. D'où la débauche de moyens qu'ils consacrent à la publicité, à la création de modes plus ou moins artificielles, voire à la création de produits dont l'obsolescence, la vitesse d'usure, est artificiellement accélérée.

Cela représente indiscutablement un gaspillage révoltant de moyens et de travail social. Sans compter le gaspillage encore plus absurde qui découle de la concurrence entre les différentes entreprises capitalistes.

Mais prétendre s'attaquer à cette question du gaspillage sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production, et la mainmise des capitalistes sur la production industrielle, cela revient à s'attaquer aux effets et non aux causes.

Et, en dehors de cela, pourquoi devrions-nous être choqués par la hausse de la consommation – je ne parle pas de la consommation des armes, qui représente aujourd'hui 1 200 milliards de dollars par an, mais de celle des classes populaires ? Si l'on en croit un rapport que vient de publier l'Insee sur « *Cinquante ans de consommation en France* »⁹, la consommation a augmenté dans ce pays, entre 1960 et 2007, de 2,5% par an. Dans les budgets des ménages, de nombreuses mutations se sont opérées – ce qui n'a en soi rien de surprenant ni de critiquable. Ainsi la part de l'alimentation est-elle passée de 38 à 25% – ce qui signifie, et c'est tout de même tant mieux, que la France n'est plus considérée comme un pays pauvre. (En Roumanie par exemple, aujourd'hui, ce chiffre s'élève à 40%.) Cela signifie-t-il que nous serions, comme le dit Latouche, des « gavés de l'hyperconsommation » ? Selon l'Insee, le budget nourriture des ménages français atteint aujourd'hui 2 640 euros par an, c'est-à-dire 7,2 euros par jour. Et c'est une moyenne. Le terme de « gavage » paraît ici légèrement exagéré – c'est le moins que l'on puisse dire.

Il faut être aveugle pour ne pas voir que la croissance industrielle des années d'après-guerre a permis en France l'éradication des bidonvilles, et d'atteindre aujourd'hui un taux d'équipement en salles de bains de 97% des ménages. Pour ne pas voir que les ménages populaires mangent aujourd'hui infiniment mieux qu'ils ne mangeaient avant-guerre. Alors, s'il est indispensable de critiquer les méthodes qui ont permis cette amélioration du niveau de vie, il est ridicule de la dénoncer.

C'est pourtant ce que font les objecteurs de croissance. Ils ont une façon choquante de glorifier le passé, une sorte de « paradis perdu » dont la prétendue surconsommation nous aurait chassés. Les pauvres d'avant, ils étaient pauvres, vraiment pauvres. Est-ce que c'était mieux ? Ah, l'époque où les ouvriers n'avaient ni l'eau courante, ni les sanitaires, ni les moyens de manger de la viande plus d'une fois par semaine ! Aujourd'hui, rendez-vous compte, tous les travailleurs, « même archi-pauvres » écrit un décroissant, ont une télévision ! Voire même – comble du comble – une télé... à écran plat !

« Jeter sa télévision » ?

Oui, il faut expliquer ici que les décroissants ont un problème avec les télévisions à écran plat. On ne sait pas trop pourquoi, mais le fait de voir des télévisions à écran plat dans les foyers populaires les met très en colère. Chez les riches, moins. Ce sont les pauvres qui démontrent toute leur « crétinisation » en dépensant leur argent pour de tels gadgets.

On touche là au cœur du problème : on peut toujours dénoncer les méfaits de la surconsommation et appeler les gens à ne consommer « que ce qui est nécessaire ».

⁹ *Cinquante ans de consommation en France*, édition 2009. Coll. Insee références

Mais c'est une notion très subjective. Qu'est-ce qui est nécessaire dans une société donnée, à un moment donné ? À partir de quand, de quoi, consomme-t-on « trop » ? Comme selon les décroissants, les masses sont trop bêtes pour faire ce choix elles-mêmes, il ne reste plus aux décroissants qu'à fixer les règles eux-mêmes. Par exemple, peut-être, en suivant les préceptes de Serge Latouche qui propose d'instaurer « *de forts impôts, type TVA, sur la consommation des produits dont les prix relatifs continuent de baisser.* »¹⁰ Comme ça, ce sera parfait : les riches pourront continuer à se payer des produits de bonne qualité, les fameux écrans plats et tout le reste, pendant que les plus pauvres se contenteront des vieilles télévisions qui font mal aux yeux voire... de pas de télévision du tout.

C'est d'ailleurs une des revendications principales de la décroissance, d'appeler les gens à « jeter leur télévision ». Sous prétexte que celle-ci ne serait qu'un instrument à « décérébrer » et à « crétiniser ». Voilà qui est facile à dire, quand on est prof de fac comme Ariès ou Latouche... et que l'on a 1000 fois les moyens d'accéder à toutes les autres formes de culture. Mais ne pas voir que la télévision est probablement aujourd'hui le moyen le plus populaire de diffuser la culture, c'est faire preuve d'un aveuglement profond. La culture, oui ! Les décroissants pensent-ils vraiment que les masses du début du 20^e siècle, qui n'avaient pas la télévision, étaient plus « cultivées » que celles d'aujourd'hui ? Que lorsque la messe du dimanche était la seule distraction, dans les villages, la situation culturelle était meilleure ? Le simple fait d'avoir une télévision, de pouvoir ne serait-ce que regarder le journal télévisé tous les jours, est l'objet de toutes les railleries chez les décroissants. Parce qu'ils ne se rendent pas compte à quel point cela permet de sortir de son petit univers, de comprendre que l'on appartient à un monde dont les frontières ne s'arrêtent pas à celles du village, de découvrir la vie, les luttes, l'existence même des autres. Ils ne le comprennent pas parce que eux, encore une fois, ils ont les moyens de faire autrement. Et de ceux qui n'ont pas ces moyens, ils n'ont que faire.

Oui, bien sûr, la télévision diffuse bien des âneries. Elle véhicule les idées, les préjugés de la bourgeoisie, quand elle ne s'abaisse pas au niveau d'un instrument de propagande pour les gouvernements qui passent. Mais elle diffuse aussi « l'Odyssée de l'espèce », qui a permis à 8,7 millions de téléspectateurs de découvrir le darwinisme. Ce n'est pas dans l'instrument qu'est le défaut, mais dans l'usage qui en est fait. S'en prendre à la télévision parce qu'elle diffuse aussi « Star academy », est aussi ridicule que de dénoncer l'imprimerie... sous prétexte qu'elle a permis de diffuser les œuvres complètes de l'astrologue Elizabeth Tessier.

Glorifier la pauvreté plutôt que la combattre

En réalité, toute l'idéologie des décroissants consiste à glorifier la pauvreté et le dénuement, à les prêcher même. A faire croire aux gens que la pauvreté – qu'ils appellent pudiquement ou hypocritement « frugalité » – libère l'homme. Les livres et la presse des décroissants regorgent de citations lénifiantes de Gandhi du genre : « *Il faut un minimum de bien-être et de confort, mais passé cette limite ce qui devait nous aider devient source de gêne.* ». C'est donc tout naturellement qu'ils en arrivent à glorifier les sociétés primitives (« *renouer avec l'abondance perdue des sociétés de*

¹⁰ Serge Latouche, op. cit.

chasseurs-cueilleurs », écrit Latouche), et, pire encore, à faire des sociétés misérables de l'Afrique actuelle une sorte de paradis à protéger à tout prix contre le chancre du développement. Serge Latouche exalte dans ses livres la « *merveilleuse inventivité* » de ces Africains capables de « *tout bricoler* », eux qui ne sont pas encore des assistés de la société de consommation ; la spiritualité qui y en découle, le sens de l'entraide, les liens communautaires, la capacité à se contenter de ce qu'on a et d'être heureux quand même.

Que les liens communautaires, l'entraide et la solidarité soient très développés, par la force des choses, dans certaines sociétés pauvres, c'est une réalité. Ce sont des qualités humaines que le capitalisme cherche d'ailleurs partout à détruire, en transformant le monde en une jungle gouvernée par la loi du plus fort. Mais penser qu'il faille retourner à la pauvreté pour retrouver ces qualités humaines, c'est faire preuve de beaucoup de mépris et de bien peu de confiance dans l'humanité. Être communistes, c'est précisément œuvrer pour que ces liens se recréent, mais pas sur la base d'une aggravation de la pauvreté. Nous faisons assez confiance à l'humanité pour penser que cela pourra exister sans qu'il y ait besoin pour cela, d'habiter dans un bidonville.

J'exagère ? Hélas, non. Dans un numéro spécial de *Courrier international*¹¹ consacré à la décroissance, on trouve un article du *Boston Globe* qu'un journaliste visiblement très décroissant a intitulé : « *Les bidonvilles, une bonne leçon d'urbanisme* ». « *Les bidonvilles possèdent des points forts et peuvent être riches d'enseignement en matière d'urbanisme. Esprit communautaire, respect de l'environnement, inventivité... la lutte pour la survie y favorise une créativité débordante.* » Débordante, en effet ! Il y a aujourd'hui un milliard d'humains qui croupissent dans ce que le géographe américain Mike Davis appelle « *des décharges humaines* ». Des villes de tôle et de carton construites sur des failles sismiques, au bord de lacs empoisonnés, à l'ombre des usines chimiques, parfois même au flanc des volcans. Des villes où, selon son expression, les gens « *vivent littéralement dans la merde* », parce qu'il n'y a aucun moyen d'évacuer les milliers de tonnes d'excréments humains qui jonchent les rues, les cours, les toits des maisons. Inventivité, esprit d'entreprise ? Bien sûr ! comme à Nairobi par exemple, où Davis décrit avec un humour noir les « *petits métiers urbains innovants* », comme ceux des nettoyeurs de vitres de voitures, « *gamins de dix ans qui brandissent dans une main des excréments humains, prêts à les jeter par la fenêtre des voitures, pour forcer les conducteurs à payer le nettoyage de leurs pare-brise.* »

La ville de Kinshasa, en République démocratique du Congo, ne serait-elle pas après tout le rêve de Serge Latouche ? Pas d'aliénation par le travail : moins de 5% des 6 millions d'habitants y ont un salaire. Redécouverte de la petite agriculture relocalisée : les habitants ne survivent que grâce à des potagers misérables. Pas de voitures : il est impossible à Kinshasa, si l'on n'habite pas les quartiers riches, de trouver la moindre goutte d'essence. Certes, un adulte sur cinq est séropositif, mais voilà au moins des gens qui ne sont pas soumis aux diktats de la médecine occidentale consumériste. Avec en prime, ce qui n'est pas à négliger, un véritable renouveau de la spiritualité et des « *savoirs traditionnels* » : les malades s'en remettent aux mara-

¹¹ *Courrier International*, hors-série d'octobre 2009, *La vie meilleure : mode d'emploi*

bouts ou à l'un ou l'autre des guérisseurs pentecôtistes d'une des quelque 2 000 sectes religieuses récemment constituées.

Nous avons dit que Serge Latouche attendait impatiemment la crise pour « préserver » l'Afrique. La crise est là, les peuples des pays riches s'appauvrissent. Mais pendant ce temps, les habitants des bidonvilles continuent de moisir dans leurs propres déchets.

L'empreinte écologique

Un autre volet essentiel de la décroissance est celui de l'écologie. La décroissance est une doctrine écologiste, c'est-à-dire fondée sur la préservation des ressources naturelles.

Le principe le plus souvent évoqué lorsque les décroissants parlent écologie est celui de « l'empreinte écologique ».

La théorie de l'empreinte écologique, popularisée par l'association WWF, part du constat que la planète a un réservoir de richesses naturelles limité : terres arables, ressources en matières premières, forêts, etc. C'est ce qu'ils appellent l'espace bioproduit. Cet espace serait, sur l'ensemble de la planète, de 12 milliards d'hectares. Divisé par le nombre actuel d'habitants de la planète, cela donne un espace de 1,8 hectare par personne. Selon cette théorie, si chacun vivait en consommant 1,8 hectare d'espace bioproduit par an, tout irait bien. Or, les habitants des pays riches dépassent déjà largement ce chiffre : un citoyen américain utiliserait 9,6 ha, un Français 5,6, un Italien 3,8. D'où la conclusion célèbre : si chacun consommait comme un Américain, il faudrait cinq planètes, comme un Français, trois planètes, et ainsi de suite.

Conclusion : nous devons impérativement réduire nos productions et nos consommations pour revenir au chiffre raisonnable de 1,8 ha par habitant.

Cette notion est aujourd'hui mise à toutes les sauces. On lit par exemple dans un document de la région Ile-de-France que « *Si tous les habitants de la planète avaient le mode de vie et de consommation des Franciliens, il leur faudrait pour vivre l'équivalent de trois fois la surface de la terre (...)* L'empreinte écologique du « Francilien moyen » est de 5,8 ha »¹². L'absurdité de ce raisonnement saute aux yeux ! On se demande bien à quoi ressemble cet animal étrange qu'est « le Francilien moyen ». Vit-il dans une somptueuse résidence de 1 500 m² de Neuilly, avec piscine chauffée, ou dans une cité misérable de La Courneuve ou de Drancy ? Prend-il un avion deux ou trois fois par semaine pour affaires, ou va-t-il à l'usine en RER ? Une fois de plus, une fois encore, pas de classes sociales, pas de différences entre riches et pauvres, tous coupables !

Mais le raisonnement des défenseurs de « l'empreinte écologique » pêche pour bien d'autres raisons. D'abord, il s'appuie sur des présupposés parfaitement irréalistes dans la société actuelle : « *si tous les habitants de la planète vivaient comme des Américains...* » S'agirait-il donc d'une perspective à court terme ? Voilà qui dénote une bien grande confiance dans le capitalisme ! « *Si tous les Africains consommaient comme des Français* »... Les défenseurs de cette notion sont-ils au courant qu'en

¹² Note rapide sur le développement durable n°403, décembre 2005, publié par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France.

Éthiopie et au Soudan, 99,4% de la population urbaine vit dans des bidonvilles ? Alors – et ce n’est pas pour nous réjouir – de telles perspectives ne sont malheureusement pas pour demain.

Au-delà de ça, la principale critique que l’on puisse faire à ce type de raisonnement est son caractère totalement atemporel, ne tenant aucun compte de l’évolution des techniques et de la productivité. On calcule par exemple l’empreinte écologique agricole en tenant compte des rendements moyens actuels. Mais calculer ainsi suppose que l’on pense que ces rendements n’évolueront plus. Or, il faut rappeler la différence de rendement entre un cultivateur qui n’utilise que des outils manuels, sur des parcelles minuscules, et un cultivateur travaillant sur de grandes parcelles, avec engrais, sélection des semences et machines. Le premier, par exemple un agriculteur du Sahel, ne peut cultiver avec sa houe qu’un hectare de mil, dont il obtiendra au mieux 5 ou 6 quintaux. De l’autre côté, un agriculteur européen a des machines qui lui permettent de cultiver seul plus de 200 hectares, avec des rendements qui peuvent atteindre 100 quintaux à l’hectare. La différence de rendement entre ces deux travailleurs est de 1 pour 3000 ! ¹³

On voit qu’appliquer les meilleurs rendements possibles à toutes les terres agricoles bouleverserait tous les calculs de « l’empreinte écologique » !

La question de l’énergie

Il en va de même pour l’énergie. Chaque nouvelle découverte dans le domaine de l’énergie permet une augmentation considérable de la productivité énergétique, c’est-à-dire du rendement ; il suffit de dire qu’un seul kg d’uranium a le même rendement que 10 000 kg de charbon, ou 7 000 kg de pétrole ! Alors à l’époque où l’énergie nucléaire n’existait même pas en rêve, on aurait pu faire tous les calculs d’empreinte écologique que l’on voulait, on aurait certainement abouti à des projections prévoyant la nécessité de 10, 20 planètes pour continuer le développement.

Il ne s’agit naturellement pas de nier la nécessité de faire des économies d’énergie, ou de diminuer le gâchis monstrueux que représente le système capitaliste : évidemment que pêcher des crevettes au Danemark, les faire décortiquer en Thaïlande, et les faire revenir en Europe pour les vendre n’a socialement et écologiquement aucun sens. Évidemment que construire des logements HLM qui sont de véritables passoires thermiques, capables d’envoyer à l’extérieur jusqu’à 30% de la chaleur produite, est une aberration. Évidemment même que brûler une ressource aussi rare et précieuse que le pétrole dans des automobiles est une stupidité. Mais c’est l’organisation sociale qui est stupide ! La faute n’en est pas aux consommateurs de crevettes, aux habitants de logements sociaux et aux automobilistes – qui n’ont pas le choix – mais à la cupidité des trusts de l’agro-alimentaire, du bâtiment, de l’automobile et du pétrole... et par-dessus tout à un système qui fait de cette cupidité la vertu suprême.

En matière d’énergie, tout particulièrement, les prévisions des écologistes et des décroissants sont empreintes d’un pessimisme qui démontre surtout leur manque de confiance dans les possibilités de la recherche scientifique. Ils prévoient la fin des ressources pétrolières pour... bientôt. 2050, peut-être. De toutes façons, il n’en sa-

¹³ Voir Jean-Paul Charvet, *Nourrir les hommes*, éd. Sedes, octobre 2008

vent strictement rien, puisque en la matière les seules données fiables sont aux mains des trusts du pétrole, qui se gardent bien de les rendre publiques pour pouvoir à leur guise jouer sur les prix. Pour d'autres matières premières, les prévisions sont plus ou moins fantaisistes : l'épuisement viendrait dans 31 ans pour l'uranium, 63 ans pour le gaz, et même... 130 ans pour la bauxite.

Précisons ici que le rapport du club de Rome, publié en 1972, prévoyait la fin du mercure en 1983, de l'or en 1984, du pétrole en 1992, et de l'uranium avant 2000.

Mais au-delà, comment peut-on tirer des conclusions de tels chiffres ? Qui a la moindre idée de ce que seront les possibilités techniques de l'humanité dans 31 ans, 63 ans, voire 130 ans ? Pour le mesurer, il suffit de jeter un petit coup d'œil vers l'arrière : il y a 130 ans, c'est-à-dire en 1879, on ne maîtrisait pas encore l'ampoule électrique ; et on ne connaissait encore ni la voiture, ni l'avion, ni les télécommunications, ni évidemment le nucléaire ou l'électronique. Il y a 63 ans, en 1946, les ordinateurs n'étaient que des machines géantes et balbutiantes, occupant des surfaces de plusieurs dizaines de mètres carrés, et tout justes capables de réaliser les quatre opérations arithmétiques. Il y a trente ans, personne ne connaissait ni les ordinateurs individuels, ni les téléphones portables, ni internet.

Et rappelons que les scientifiques eux-mêmes, souvent autrement moins pessimistes que les écologistes, prévoyaient qu'il leur faudrait au moins 20 ans pour cartographier le génome humain. Il ne leur en a fallu que 3.

La science est un domaine où il faut être prudent lorsque l'on fait des prévisions. Sinon, on risque fort de se rendre aussi ridicule que ce journal de vulgarisation scientifique qui écrivait en 1949 : « *Les ordinateurs du futur ne pèseront jamais moins d'une tonne et demi* ».

Heureusement pour l'humanité, la production d'énergie ne s'arrêtera certainement pas le jour où la dernière goutte de pétrole aura été brûlée. D'ici là, quelles technologies nouvelles auront enfin été maîtrisées ? La fusion des atomes d'hydrogène, qui permettrait de créer de l'énergie à partir de l'eau ? La récupération et l'exploitation des hydrates de méthane qui couvrent le fond des océans et dont les réserves sont très supérieures à celles du pétrole ? Les nanotechnologies permettront-elles de multiplier par 6 ou 8 le rendement des panneaux solaires ? Sera-t-on capable d'installer des panneaux solaires dans l'espace pour récupérer plus d'énergie ? Ce sont en tout cas des pistes sur lesquelles les chercheurs travaillent dès aujourd'hui. Cela rend d'autant plus contradictoire, lorsqu'on est dans la position des écologistes et des décroissants, de dénoncer comme ils le font ces recherches qui se mènent, au nom de la lutte contre la « technoscience ». Les associations décroissantes organisent par exemple des manifestations contre le « *gouffre à milliards* » que représente le projet ITER de Cadarache, qui pourrait d'ici 20 ans aboutir à des découvertes décisives en matière de fusion de l'hydrogène. Gouffre à milliards ? Le budget d'ITER est au contraire ridiculement petit : 10 milliards d'euros sur 45 ans ! Soit environ 220 millions d'euros par an. Pour donner un ordre d'idée, il suffit de dire que ces 10 milliards représentent un 120^e des dépenses d'armement mondiales en 2007 !

Ce n'est pas, en réalité, les dépenses occasionnées qui choquent les décroissants : c'est que l'on tente d'apporter une réponse scientifique à la crise énergétique.

Agriculture : développer plutôt que reculer !

Le raisonnement est exactement le même en matière d'agriculture. Les décroissants constatent comme nous qu'une partie effroyablement importante de l'humanité n'a pas de quoi manger de façon suffisante... mais ils rejettent les solutions techniques pour résoudre cette crise. L'agriculture moderne, on l'a vu, l'usage des machines, des engrais, de la sélection des semences, permettent des rendements qui pourraient dès aujourd'hui nourrir bien plus que les 6,5 milliards d'êtres humains qui peuplent la terre. C'est ainsi que dans les pays riches, une population agricole représentant moins de 5% de la population totale a largement les moyens de nourrir le pays entier. Mais au lieu de préconiser l'extension de ces techniques à l'ensemble de la planète... les décroissants proposent tout le contraire, c'est-à-dire d'y renoncer... y compris dans les pays riches !

On sait évidemment que l'agriculture mécanisée, aujourd'hui, sous le capitalisme, n'est pas à la portée des paysans pauvres du Tiers-monde, parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter autre chose que des outils littéralement préhistoriques. L'agronome Marcel Mazoyer¹⁴ a calculé qu'un cultivateur manuel, en Afrique par exemple, tire si peu de bénéfices de son exploitation qu'il lui faudrait 33 années de travail pour acheter une paire de bœufs et un attelage ; 300 années pour acheter un tracteur ; et 3 000 années de travail pour acheter une moissonneuse-batteuse !

C'est à cela qu'il faut s'attaquer, plutôt que de prétendre que la solution pour l'humanité serait ni plus ni moins que la suppression de l'agriculture intensive au profit de l'agriculture biologique !

En réalité, l'agriculture biologique, c'est-à-dire sans ajouts d'intrants chimiques, ne peut pas offrir des rendements suffisants pour pouvoir espérer nourrir l'humanité. Les études menées sur le sujet le prouvent amplement : dans le domaine du blé, en France, le bio a un rendement inférieur de 43 % à celui des autres modes¹⁵. Croit-on vraiment que diminuer le rendement de 43% est la bonne voie pour nourrir l'humanité ?

Après tout, l'agriculture des pays pauvres est déjà, selon les critères écologistes, « bio » : il y a encore bien des endroits dans le monde où les paysans cultivent sans machines, sans engrais chimiques, sans pesticides. L'agriculture intensive et mécanisée ne représente aujourd'hui qu'une part infime de l'agriculture mondiale : seuls 28 millions de paysans possèdent un tracteur, soit 1,8% du total ; 300 millions, soit 22%, utilisent la traction animale. Et 1 milliard, soit les 75% restants, n'utilisent tout simplement que leurs bras, leurs jambes, des houes et des bêches. Comment peut-on oser se réjouir d'une telle situation, et espérer qu'elle perdure, plutôt qu'attendre et préparer une révolution sociale qui vienne bouleverser les rapports de production, et arrache enfin ce milliard et demi de paysans à la misère ?

Mais en fait, la position des décroissants en matière d'agriculture est la même que celle qu'ils ont, en général, sur toutes les questions touchant à la productivité du

¹⁴ Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, *Histoire des agricultures du monde, du néolithique à la crise contemporaine*, éd. Le Seuil ; coll. Points Histoire, avril 2002.

¹⁵ Voir le site de l'établissement public Franceagrimer : www.franceagrimer.fr

travail. Nous avons vu que Paul Ariès en appelait à « *détruire la civilisation industrielle.* » Pour la remplacer par quoi ? Par une économie relocalisée basée sur l'artisanat. En règle générale d'ailleurs, la relocalisation est l'alpha et l'omega de la décroissance. Latouche propose rien moins que « *produire localement (...) dans des entreprises locales financée par l'épargne collectée localement* » ! L'épargne collectée localement ! Il va sans dire que, si ce projet voyait le jour, le niveau de l'épargne locale ne serait pas tout à fait le même dans les Hauts-de-Seine et au Togo. Mais ce n'est apparemment pas la question. Serge Latouche met un point final à ce tableau cauchemardesque d'une vie relocalisée en prônant... des vacances dans son salon, puisque grâce à internet on peut aujourd'hui « *découvrir les merveilles du monde sur son écran d'ordinateur.* »

« Relocaliser » : un projet réactionnaire

Mais en fait, la position des décroissants en matière d'agriculture est la même que celle qu'ils ont, en général, sur toutes les questions touchant à la productivité du travail. Nous avons vu que Paul Ariès en appelait à « *détruire la civilisation industrielle.* » Pour la remplacer par quoi ? Par une économie relocalisée basée sur l'artisanat. En règle générale d'ailleurs, la relocalisation est l'alpha et l'omega de la décroissance. Latouche propose rien moins que « *produire localement (...) dans des entreprises locales financée par l'épargne collectée localement* » ! L'épargne collectée localement ! Il va sans dire que, si ce projet voyait le jour, le niveau de l'épargne locale ne serait pas tout à fait le même dans les Hauts-de-Seine et au Togo. Mais ce n'est apparemment pas la question. Serge Latouche met un point final à ce tableau cauchemardesque d'une vie relocalisée en prônant... des vacances dans son salon, puisque grâce à internet on peut aujourd'hui « *découvrir les merveilles du monde sur son écran d'ordinateur.* »

Ce vaste projet de relocalisation de l'économie fait partie de ce qu'il y a de plus réactionnaire, au sens propre du terme, dans le programme des décroissants. Le commerce international, les échanges entre les différentes zones de la planète, les migrations, ont commencé bien avant que le capitalisme arrive aux commandes de la société. Aujourd'hui, cette interdépendance des activités humaines d'un bout à l'autre de la planète a atteint des sommets inégalés. Redisons-le, certains de ces déplacements de marchandises sont nuisibles et ne répondent qu'à une logique de profit. Mais jeter le bébé de la mondialisation avec l'eau du bain du profit est absurde. Les décroissants ne mesurent sans doute pas ce que représente la division internationale du travail dans l'économie actuelle – et le fait que l'humanité, ou du moins sa partie la moins pauvre, ne pourrait tout simplement pas vivre sans les échanges mondiaux. Tout d'abord parce que proposer la relocalisation supposerait d'abandonner à leur triste sort des régions entières de la planète, privées de matières premières ou de ressources agricoles. Mais au-delà, il faut tout de même se rendre compte que sans la division internationale du travail, quasiment aucun des produits que nous utilisons dans notre quotidien ne pourrait même exister ; même dans les rêves de ceux qui voudraient que les prolétaires passent leurs vacances sur internet, il faut ... internet. Et internet, cela ne peut exister sans réseau, c'est-à-dire, en France aujourd'hui, 90 millions de km de fil de cuivre. Les principaux producteurs de cuivre dans le monde étant le Chili, les États-Unis, le Pérou et l'Indonésie, une relocalisation de l'économie priverait l'Europe de l'essentiel de cette matière première.

Il est vrai qu'aujourd'hui, les scientifiques ont trouvé des modes de transmission bien plus efficaces que les fils de cuivre avec la fibre optique, qui a le double avantage d'être infiniment plus rapide et de ne pas avoir d'impact sur les réserves de cuivre, étant fabriquées à partir de silice. Mais lorsque l'on voit la complexité technique de la fabrication de ces fibres optiques, on comprend qu'il est tout simplement inimaginable qu'elles soient un jour fabriquées artisanalement ! Plus de cuivre pour cause de relocalisation, plus de fibre optique pour cause de retour à l'artisanat... avec la décroissance il n'y aura en effet guère d'autre solution que de communiquer grâce à des signaux de fumée, garantis made in France.

On retrouve finalement dans cette volonté de relocaliser le bon vieux protectionnisme traditionnel, qui revient toujours en temps de crise. Vincent Cheynet ne s'en cache pas d'ailleurs, lui qui prône « *la relocalisation progressive de l'économie par des taxes douanières* ».

La question du travail

Alors, pour mettre quoi à la place ? L'artisanat local. Outre les avantages écologiques que les décroissants voient dans ce retour à la petite production, ce serait aussi, pour eux, l'occasion de revenir à une forme de travail « choisi » et non « subi ». Ils dénoncent, à juste titre, le fait que le travail soit aujourd'hui vécu comme une aliénation. Mais comme d'habitude, au lieu d'opposer à l'exploitation et à l'aliénation la lutte collective, les décroissants y répondent par des solutions individuelles : « *Tant qu'il repose sur l'exploitation et la domination, écrit Paul Ariès, le travail est à fuir !* » Fuir le travail ? Cela ne peut signifier, dans la société actuelle, que deux solutions : ou bien se retirer de la société et vivre en communauté où l'on travaillera « librement » ; ou bien... vivre du travail des autres. Et certains décroissants assument très tranquillement cette solution. Il n'y a qu'à voir pour s'en convaincre le succès qu'a rencontré dans ce milieu le film récent de Pierre Carles, *Attention danger travail*. Ce documentaire montre des personnages qui ont abandonné le circuit du travail et qui expérimentent la « frugalité volontaire »... en vivant du RMI. Le seul problème étant que le RMI, comme toutes les prestations sociales, est financé par l'argent public, c'est-à-dire le fruit du travail de millions d'autres travailleurs. Les militants présentés dans ce film ne vivent pas en dehors de la société : ils se nourrissent, vont au cinéma, empruntent les transports collectifs. C'est-à-dire là encore se servent du travail des autres, en estimant apparemment qu'il n'y a rien de choquant à ne pas apporter, eux, leur quote-part au travail social. Cette situation qui est vécue si douloureusement par des millions de chômeurs qui eux, ne demanderaient pas mieux que de travailler pour pouvoir vivre dignement, est, pour ces décroissants, un choix, qu'ils assument et dont ils se vantent. Allant, comme un personnage du film, jusqu'à remercier leur patron de les avoir mis à la porte, ce qui leur a permis de découvrir ce qu'ils appellent « la vraie vie ».

Une fois de plus, nous sommes à cent lieues des décroissants sur ce terrain. Nous ne glorifions pas le parasitisme social – même si nous ne mettons pas sur le même terrain les exploités et les « chômeurs volontaires » que les décroissants portent aux nues. Nous nous adressons à ceux qui travaillent, ceci incluant bien sûr les chômeurs à qui les patrons interdisent de travailler ; à ceux qui sont utiles à la société, à ceux qui se servent de leurs bras ou de leur tête pour produire quelque chose.

Le communisme, c'est une doctrine qui se donne pour but l'émancipation du prolétariat, c'est-à-dire de la classe sociale qui travaille – et cela ne consiste pas à prôner la débrouille individuelle sur le dos des autres. Au risque peut-être de choquer certains, nous rappellerons qu'une des devises de la révolution russe était « *Qui ne travaille pas ne mange pas* » – et nous assumons pleinement cet héritage. Nous sommes partisans d'une société où tout le monde travaille, en fonction de ses capacités, où tout le monde participe aux tâches sociales. Dans une société débarrassée du capitalisme, le travail sera partagé entre tous, et l'humanité œuvrera à utiliser la technique, les machines, les robots, pour diminuer peu à peu le travail pénible, les tâches les plus ingrates – en espérant même qu'un jour ce travail-là disparaîtra entièrement et que l'humanité pourra tout entière se consacrer aux sciences, à l'art, aux loisirs et à la culture. Alors l'humanité aura gagné « le droit à la paresse », comme l'appelait le communiste Paul Lafargue. Mais revendiquer aujourd'hui, dans le cadre du capitalisme, ce « droit à la paresse » comme le font les décroissants, c'est entériner l'idée qu'il est normal qu'il y en ait qui balayent les rues pendant que d'autres se cultivent. Eh bien, camarades, ce ne sont pas nos idées.

L'augmentation de la productivité, moteur de l'évolution des sociétés

Une « société de décroissance » telle que décrite dans les ouvrages de nos auteurs serait donc basée sur l'artisanat qui redeviendrait donc, comme avant la société industrielle, le mode de production essentiel. Ce qui signifierait un retour en arrière considérable en matière de productivité du travail.

La productivité, moteur de l'évolution des sociétés

Voilà un argument qui n'ébranlera certainement pas les décroissants, pour qui la course à la productivité est négative par définition.

Et pourtant... depuis que l'homme a commencé à transformer des objets pour en faire des outils, il y a plus de 2 millions d'années, il a cherché plus ou moins consciemment à augmenter le rendement de son travail. Et le rôle qu'a joué l'augmentation de la productivité dans l'évolution de l'humanité est absolument central. C'est l'augmentation de la productivité qui a permis, après l'apparition de l'agriculture, de voir apparaître la division du travail. Que le travail d'un seul homme soit en mesure d'en nourrir deux, ou trois, ou dix, a permis qu'apparaissent de nouveaux métiers, qui ne soient pas exclusivement tournés vers la production de nourriture. A permis qu'apparaissent, au fur et à mesure que les sociétés se sont complexifiées, des intellectuels, des savants, des ingénieurs ; lesquels savants ont pu se consacrer à des inventions qui, à leur tour, ont permis d'augmenter la productivité du travail.

C'est cette augmentation de la productivité qui permet aujourd'hui non seulement d'avoir la possibilité de satisfaire largement aux besoins de tous, mais aussi qu'une classe ouvrière industrielle minoritaire en nombre dans la société, soit capable de réaliser une telle production. Et c'est, soit dit en passant, ce qui permet à des gens tels que des « politologues » ou des « publicitaires repentis » de pouvoir ré-

fléchir sur la baisse de la productivité sans avoir à se préoccuper d'effectuer un quelconque travail productif.

Jamais la productivité du travail artisanal ne pourra atteindre le millième de celle de l'industrie. Il y a là une contradiction fondamentale dans les idées de la décroissance : eux qui veulent débarrasser au maximum l'humanité du « travail » ne se rendent pas compte que le seul espoir pour qu'un jour le travail aliénant disparaisse, ce serait justement non seulement de mettre fin au gâchis capitaliste, mais aussi de chercher des gains de productivité toujours supérieurs, de manière à pouvoir produire plus en moins de temps – temps libéré pour les producteurs. Revenir à l'artisanat signifierait, si l'on voulait ne serait-ce que fournir le « strict minimum » aux membres de la société, une augmentation de la quantité de travail individuel inimaginable.

La décroissance contre le progrès

On voit bien ici qu'une des questions principales qui sous-tend le débat entre les décroissants et les marxistes est celle du *progrès*. Nous l'avons dit, le courant décroissant rejette avec mépris ce qu'ils nomment « l'idéologie du progrès », tant dans l'esprit que dans ses réalisations concrètes. Le mois dernier par exemple, le journal *La Décroissance* titrait à la Une : « *Résister au progrès* »¹⁶.

Ce rejet du progrès et de la science par les décroissants les conduits à vouloir se débarrasser, sans même leur laisser le temps de se développer, de secteurs tels que les OGM et les nanotechnologies – la discipline qui consiste à fabriquer des matériaux à l'échelle du milliardième de mètre. Dans une démarche quasiment mystique, ils rejettent tout ce qui nous éloigne de la nature telle qu'elle existait avant nous – ce qui explique qu'ils soient aussi bien opposés aux engrais chimiques qu'aux prothèses qui seraient en passe de nous transformer en « hommes machines ». On se demande simplement si ceux qui affirment cela assument que rejeter le progrès, cela veut dire aussi rejeter la médecine, les échographies et les scanners, les vaccins et les trithérapies, et quelques milliers d'autres inventions qui ont délivré la population des pays riches d'un certain nombre de fléaux.

Mais à ceux qui affirment, comme nous, que la science est un des moyens qui pourraient offrir à l'humanité les conditions de son émancipation, les décroissants ont une réponse toute trouvée à la bouche : ceux-là sont des *scientistes*.

Le scientisme est un courant philosophique qui a eu une certaine vogue à la fin du 19^e siècle, et qui existe encore aujourd'hui. Il consiste à faire de la science le *seul* moteur de l'évolution des sociétés, à croire que la science seule pourrait révolutionner le monde. Le marxisme a toujours combattu le scientisme, en expliquant que la science n'est qu'un moyen, dont les résultats ne peuvent s'apprécier qu'en fonction des rapports sociaux, dans une société donnée.

Un raisonnement scientiste typique est celui du scientifique Marconi, qui, lorsqu'il imagina le principe de la télévision, en conclut que celle-ci marquerait forcément la fin de toutes guerres... car Marconi croyait que les guerres naissent d'un manque de communication entre les peuples. Mais la science et la technique, comme l'a écrit Trotsky, « *ne se développent pas dans le vide, elles le font dans une société humaine*

¹⁶ *La Décroissance*, novembre 2009

divisée en classes. La technique en elle-même ne peut être appelée militariste ou pacifiste. Dans une société où la classe dirigeante est militariste, la technique est au service du militarisme. »¹⁷

Eh oui, la science sera un formidable moyen d'émancipation de l'humanité... mais cela ne sera possible que lorsque ce sera la population elle-même qui exercera le pouvoir.

C'est en cela que les marxistes ne sont nullement « scientistes ». En revanche, il est frappant de constater que les décroissants font exactement la même erreur de raisonnement que les scientistes, en se contentant de la renverser : les scientistes prétendent que la science pourrait être la cause de tout le bien ; les décroissants qu'elle serait celle de tout le mal. C'est exactement le même raisonnement, qui ne tient aucun compte de l'existence des rapports sociaux.

Il est aberrant de considérer la science, la technique, comme des causes et non comme des moyens. Aberrant, parce que cela ne peut pas permettre de comprendre les réalités sociales. Tout objet technique, du plus simple au plus complexe, peut être utilisé pour être utile à l'humanité ou pour lui nuire. Faut-il rejeter l'électricité sous prétexte qu'elle a servi à torturer en Algérie ? Même un objet technique aussi simple qu'une machette peut servir à couper de la canne à sucre... ou à massacrer des gens. Mais celui qui pense que c'est la machette, et non l'impérialisme, qui est la cause du génocide au Rwanda, n'a guère de chance de pouvoir ni comprendre, ni agir.

Tous les objets qui nous entourent et qui nous facilitent la vie sont à la fois le fruit du progrès scientifique et de la volonté de la bourgeoisie de faire des profits. Le capitalisme a toujours su concilier ces deux aspects, ce qui a tiré l'ensemble de la société humaine vers l'avant. C'est la raison pour laquelle Marx considérait que le capitalisme représentait un immense progrès historique, quand bien même il s'est développé en « *suant le sang et la boue par tous les pores* ». Mais le capitalisme d'aujourd'hui, en fin de course, s'il n'empêche pas le progrès, le freine, le bride, le maintient à des niveaux incomparablement plus bas que ce qu'il pourrait être : avec le secret industriel, les brevets, les crédits qui sont ou ne sont pas alloués à telle ou telle recherche, avec surtout le fait que des milliards d'êtres humains sont aujourd'hui empêchés par la misère d'accéder au savoir et de devenir des savants. Oui, le capitalisme bride le progrès. Oui, il est capable de s'emparer des plus magnifiques fruits de la science et d'en faire des instruments de mort. Mais que faut-il en conclure ? Qu'il faut rejeter le progrès... ou en finir avec le capitalisme ?

Une doctrine fondamentalement malthusienne

Au final, tous les raisonnements des décroissants que nous venons d'évoquer ne prouvent qu'une chose : c'est qu'ils sont incapables de sortir des raisonnements malthusiens – du nom de Robert Malthus qui pensait, au début du 19^e siècle, que l'accroissement des richesses ne pourrait jamais permettre de subvenir aux besoins d'une population de plus en plus nombreuse. Certains décroissants se défendent

¹⁷ Trotsky, *Discours au premier congrès des Amis de la radio*, 1^{er} mars 1926.

d'être malthusiens, parce que cela sonne mal ; d'autres l'assument pleinement, comme ce décroissant qui écrit carrément que : « *Tout accroissement de la production agricole alimente la pullulation humaine.* » Mais qu'ils l'assument ou pas, la décroissance part d'un raisonnement fondamentalement malthusien, consistant à considérer que les richesses disponibles ne sont pas suffisantes pour une humanité dont le nombre et la consommation s'accroissent. Et cet aspect a été clairement posé dès les origines de la décroissance, puisque le père fondateur de cette doctrine, Nicholas Georgescu-Roegen, écrivait en 1979 : « *La grandeur souhaitable de la population est celle que pourrait nourrir une agriculture exclusivement organique* »¹⁸ (on dirait aujourd'hui « agriculture biologique »). Il ne précise pas, toutefois, les moyens qu'il juge « *souhaitables* » d'employer pour éliminer le surplus.

Aujourd'hui, Serge Latouche nous propose de « *renouer avec l'abondance perdue des sociétés de chasseurs-cueilleurs* ». On se demande de quelles sociétés de chasseurs-cueilleurs il parle : celles du Mésolithique, il y a un peu plus de 10 000 ans, où 86% des individus mourraient avant l'âge de 30 ans ? Ou celles, plus anciennes, des Sinanthropes, il y a 300 000 ans, où 70% des individus n'atteignaient pas 15 ans ? On ne sait pas si les peuplades de ces époques connaissaient ou non « l'abondance », mais si c'était le cas, il faut peut-être rappeler que la population mondiale représentait, il y a 35 000 ans, 5 millions d'individus. « Renouer avec l'abondance perdue des sociétés de chasseurs-cueilleurs » supposerait donc, petit détail, de faire préalablement disparaître 99,9% de la population mondiale actuelle.

La faille fondamentale du raisonnement des décroissants est qu'ils semblent considérer la terre comme une sorte de réserve de matières premières brutes, dont l'homme se contente de tirer des produits sans les transformer. C'est ignorer encore une fois, ou faire semblant d'ignorer, l'augmentation du rendement permise par la technique. Selon les estimations de chercheurs en économie, entre l'an 1000 et l'an 2000, la population humaine aurait été multipliée par 25... pendant que la production de richesses l'aurait été par 356 !¹⁹

Bien sûr que cette augmentation de la production pose des problèmes d'impact sur l'environnement. Mais il n'y a aucune raison de supposer que la seule issue soit la diminution de la consommation (comme le disent les décroissants) ou la diminution de la population elle-même (comme le disent les malthusiens). Le développement de la technique et de la science permet d'envisager à la fois qu'on tire davantage de la nature tout en l'abîmant moins. Sauf que tout cela suppose de changer l'organisation sociale, d'arracher la direction de la société des mains de la bourgeoisie, et cela, c'est justement la seule question que les décroissants ne posent jamais.

¹⁸ Nicholas Georgescu-Roegen, *Demain la décroissance : entropie, écologie, économie*, éd. Favre, 1979

¹⁹ Jean-Paul Fitoussi et Eloi Laurent, *La nouvelle écologie politique. Économie et développement humain* Coll. La République des idées, éd. du Seuil, 2008.

La décroissance : utopiste et réformiste

Voyons maintenant ce que sont les modes d'actions que prônent les objecteurs de croissance. Depuis quelques mois, ce sujet jusque-là assez flou a été un peu éclairci par le lancement d'un certain nombre de regroupements politiques décroissants, comme l'Adoc (Association des objecteurs de croissance), qui ont été amenés à se poser le problème des modalités d'action. Modalités qui pourraient permettre, si l'on en croit le Manifeste de l'Adoc, de « *sortir définitivement du capitalisme.* »

Les limites du boycott

Le premier moyen d'action prôné est celui des « *manifestations sans violence* ». Nombre de pistes sont évoquées – pétitions, votations, démonstrations pacifiques, marches de la décroissance, journées sans achat, etc. On note que la seule forme de lutte qui soit absente de ce programme, c'est la grève – ou en tout cas la grève du travail, à laquelle les décroissants préfèrent la grève de la consommation.

Comme on s'en doute, ils ne prônent pas d'arrêter de manger, mais d'arrêter de se fournir dans la grande distribution – pour revenir, une fois de plus, vers les artisans et les petits commerçants.

Ce mode d'action – le boycott de la grande distribution et des grandes marques – est certainement l'aspect qui remporte le plus de succès au-delà même du milieu décroissant. Il peut sembler logique, en effet, que si les gens cessaient de fréquenter les hypermarchés, s'ils cessaient de s'approvisionner auprès des grandes marques, etc., cela ferait baisser les marges des capitalistes et les asphyxierait. Logique, peut-être. Mais parfaitement irréalisable.

Comme des décroissants nous ont déjà accusés d'être implicitement des défenseurs de la grande distribution et des trusts, précisons d'emblée que non, nous n'avons aucune sympathie pour les capitalistes de la grande distribution : leurs méthodes monopolistes, la façon dont ils traitent les petits producteurs, leurs techniques de marketing, l'exploitation qui règne dans leurs sous-sols ou aux caisses, tout cela est un bon concentré de pur capitalisme. Ce qui n'empêche pas, disons-le tout de même, que nous estimons préférable que les travailleurs soient en mesure de fréquenter des super et hypermarchés, et d'y remplir des caddies, plutôt que de manger des galettes de boue comme le font les damnés de la faim d'Haïti.

On pourrait commencer par se poser la question de savoir où ces partisans du boycott s'approvisionneraient-ils ? Les décroissants ne l'ont peut-être pas remarqué, mais l'une des tendances historiques du capitalisme est d'avoir littéralement annihilé le petit commerce et l'artisanat. En France après-guerre, il y avait encore un nombre important de commerçants indépendants et de petits artisans. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Si l'on parcourt n'importe quel centre ville de ce pays, et que l'on enlève les banques, les succursales de grandes chaînes – opticiens, magasins de vêtements, etc. – il ne reste presque rien. Et notre boycotteur se trouvera tôt ou tard obligé ou bien de céder à cet état de fait, ou bien en effet de cultiver son propre potager et de tisser ses vêtements.

Mais allons plus loin. Imaginons une minute que le petit commerce connaisse une deuxième jeunesse, et qu'un important mouvement d'opinion en faveur du boy-

cott se développe, y compris dans les milieux populaires... avec pour résultat de menacer réellement les intérêts des trusts capitalistes. Qui peut croire, un seul instant, que ces mêmes trusts capitalistes se laisseraient plumer sans réagir ? C'est oublier la capacité d'adaptation des capitalistes qui, de la même manière qu'ils ont été capables de prendre le virage du « développement durable », pourraient réagir en multipliant à l'avenir les petites enseignes à la place des hypermarchés... petites enseignes qui appartiendraient aux mêmes groupes, et serait dépendantes des mêmes banques !

On a souvent l'impression que les décroissants, à force de rejeter la lutte de classes, ont fini par oublier que la classe sociale qui dirige aujourd'hui le monde, la bourgeoisie, a toujours été prête à tout pour sauvegarder ses profits. Elle disposerait, ne serait-ce qu'à travers les appareils d'État qui lui sont tout dévoués, de mille moyens pour répondre à un tel mouvement, tout simplement en coupant le problème à la source – c'est-à-dire en étranglant les petits concurrents gênés.

La bourgeoisie aurait et les moyens, et la volonté de le faire, si ses profits étaient réellement en danger. À moins de croire que les capitalistes sont des enfants de chœur respectueux de la démocratie, de la volonté populaire et des desiderata des consommateurs, ce que nous ne pensons pas. Permettons-nous de rappeler que la bourgeoisie et ses États, pour sauvegarder les profits, ont été capables de faire bien d'autres choses, de provoquer des guerres qui ont tué des millions de gens ou de faire mourir de faim, aujourd'hui même, un enfant toutes les six secondes. Alors croire qu'un gentil petit boycott des grandes surface pourrait faire autre chose que les faire rire, c'est se faire de cruelles illusions.

Des expériences marginales

Il en va de même, plus largement, pour tous les projets « d'expérimentations concrètes » que proposent les décroissants. Elles ne pourront jamais rester que des projets à la marge, des tentatives dérisoires pour essayer de contourner le capitalisme plutôt que d'essayer de l'abattre. Ce n'est pas très nouveau : dès le début du 19^e siècle, il y a eu des militants pour prôner la mise en place de systèmes alternatifs capables selon eux de « convaincre par l'exemple ». C'est ce qu'on a appelé les socialistes utopiques. Et leurs projets, il y a presque deux siècles, apparaissaient autrement plus hardis et plus révolutionnaires que ceux des décroissants ! Mais le problème est le même : que l'on parle de « SEL », les systèmes d'échanges locaux, de mise en place de monnaies locales qui ne permettraient même pas d'acheter des marchandises en dehors de son village, tout cela ne peut exister que de façon marginale, tant que cela n'inquiète pas et ne dérange pas les capitalistes.

Et en aucun cas, de toute façon, cela ne pourrait être généralisé à l'ensemble de la société. Il n'y a qu'à prendre l'exemple des Amap, ces « associations pour le maintien d'une agriculture paysanne » très en vogue dans le milieu écolo-décroissant. Le système est simple : on s'inscrit à l'Amap, et on s'engage à acheter chaque semaine un panier de produits frais à un agriculteur local. Nul doute que les produits achetés sont de meilleure qualité que ceux que l'on trouve chez les hard-discounteurs pour pauvres. Tant mieux pour ceux qui peuvent y avoir accès. Mais une Amap comme celle des Lilas, en région parisienne, ne peut pas fournir plus de ... 30 paniers par

semaine, le nombre de petits producteurs et leur productivité étant bien trop faibles pour en accueillir plus. Il y a 12 millions d'habitants en région parisienne... il est techniquement impossible que les petits producteurs, locaux ou pas, puissent satisfaire cette demande.

Alors, on le voit, par quelque bout qu'on essaye de la prendre, la décroissance reste un mouvement au mieux utopiste ; profondément réformiste ; et fondamentalement réactionnaire.

Utopiste et réformiste, parce qu'il est illusoire de croire que l'on peut vaincre le capitalisme en lui donnant des coups d'épingles. Illusoire de croire que l'on pourrait « changer la mentalité des gens » sans changer de société. Les décroissants se lamentent constamment du fait que les travailleurs eux-mêmes soient « intoxiqués » par la consommation, animés par la volonté de gagner de l'argent, etc. Mais ils retardent : cela fait 150 ans que Marx a écrit que « *l'idéologie dominante est toujours l'idéologie de la classe dominante* ». Une idéologie fondée sur le partage, la fin de l'individualisme, de la concurrence et du chacun pour soi, ne pourra se développer que lorsque la classe dominante ne sera plus la bourgeoisie, mais le prolétariat qui aura collectivisé les moyens de production.

Fondamentalement réactionnaire enfin, parce que la décroissance veut faire tourner à l'envers la roue de l'histoire, en revenant à des modes de production depuis longtemps disparus – et en se coupant ainsi de la possibilité de changer le monde en s'appuyant sur les progrès générés par la société industrielle.

Décroissance, ou révolution sociale ?

Pourquoi la décroissance gagne-t-elle du terrain ?

Alors, il nous reste pour conclure à essayer de comprendre pourquoi cette théorie a le vent en poupe. Comment il est possible que des intellectuels de gauche puissent aujourd'hui se dire « antiprogressistes » sans que cela ne fasse apparemment bondir grand-monde.

La décroissance est clairement le fruit d'une époque, d'une période de déliquescence de l'histoire du capitalisme.

D'abord, une période de profonde démoralisation politique. Une période où bien des combats ont été menés, et bien des combats perdus. Où les partis de gauche comme les directions syndicales se sont tellement englués dans la collaboration de classe qu'ils ont définitivement abandonné ne serait-ce que des références à la possibilité de transformations sociales. Une période où, avec la disparition de l'URSS il y a vingt ans, les derniers vestiges visibles de quelque chose qui n'était pas le capitalisme ont disparu. Cette situation pousse bien des intellectuels, bien des jeunes, à se réfugier dans une espèce d'individualisme désespéré.

Et puis, nous sommes aussi dans une période de décadence économique : le capitalisme d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui, conquérant, de l'époque de Marx. Le capitalisme d'aujourd'hui est poussif, à bout de souffle, c'est un vieillard

sénile qui ne se tient debout qu'en s'appuyant à gauche sur la béquille des aides de l'État et à droite sur celle du monopolisme. Ce capitalisme-là n'a rien à offrir à personne, nulle possibilité de réussite individuelle, pas même pour des petits bourgeois sans cesse menacés de se retrouver poussés vers la pauvreté.

Toutes les sociétés en fin de course ont produit leur philosophie du dénuement, conseillant à leurs adeptes de se dépouiller des biens de ce monde, parce qu'il fallait trouver dans la spiritualité ce que l'on ne pouvait plus trouver dans la réalité matérielle. Le stoïcisme à la fin de l'époque athénienne, le catholicisme sous l'empire romain, ont joué ce rôle.

L'essor de la bourgeoisie commerçante a engendré la Renaissance et l'humanisme. Le capitalisme triomphant du 19^e siècle a produit par contrecoup le *Manifeste communiste*... Le capitalisme à l'agonie du début du 21^e siècle donne naissance, entre autres, à la décroissance.

Il n'y a rien de surprenant au fait que la décroissance rencontre ses plus grands succès dans le milieu des intellectuels déclassés, enseignants précaires, étudiants salariés... Ceux-là, à qui longtemps la société capitaliste a eu à offrir une petite place, ne se voient plus aucun avenir dans cette société en décrépitude. Ils se réfugient alors dans une idéologie du dénuement, de la pauvreté « choisie et non imposée », comme si dans un dernier effort un peu dérisoire de fierté ils disaient au capitalisme : « *Plutôt que de laisser la société nous dépouiller contre notre gré, nous préférons le faire nous-mêmes.* »

Une doctrine qui pourrait être utile... aux exploités

Mais ceux qui épousent ces théories ne se rendent probablement pas compte que véhiculer et populariser ces idées, non seulement n'a aucune raison de faire peur à la bourgeoisie, mais au contraire pourrait bien lui rendre de grands services. Le matraquage écologiste et, aujourd'hui, décroissant, permet d'accréditer l'idée que si finalement tout le monde se serrait la ceinture, le monde irait mieux. Qu'un salarié qui voit son pouvoir d'achat diminuer devrait plus se réjouir que s'en plaindre. Avec l'écologie classique, on peut convaincre un salarié qui ne peut plus s'offrir une voiture et doit aller au travail en vélo qu'il fait « un geste pour la planète ». Avec la décroissance, on passe un degré au-dessus : il fait même un geste pour les pauvres du Tiers-monde, puisqu'en réduisant sa consommation il laissera plus de place à celle des Africains . En réalité, cela n'a aucun rapport, et ce n'est pas le fait que les travailleurs européens voient leur pouvoir d'achat taillé en pièce qui augmentera si peu que ce soit celui des miséreux d'Afrique. Cela n'augmentera que les profits des capitalistes. Mais que des travailleurs le pensent, et le pensent nombreux, cela ne peut qu'arranger la bourgeoisie d'ici.

Tout cela revient, encore une fois, à tenter de trouver des solutions de remplacement lorsque l'on ne croit plus à un autre avenir pour l'humanité. Les décroissants n'envisagent que des solutions de replâtrage, dont on ne peut que se désoler de la faible ambition. Chez les décroissants, tout doit être petit, local, lent : il faut réduire, décroître, ralentir ; il faut aller vers des micro-sociétés, des petites exploitations, des petits potagers, du petit commerce, du petit artisanat. Ils dénoncent les projets scientifiques les plus ambitieux en les appelant « prométhéens », du nom du héros grec

Prométhée qui, dans la légende, vola le feu aux dieux pour le donner aux hommes. C'est la raison pour laquelle ils critiquent si violemment le projet de fusion nucléaire ITER : au lieu de s'émerveiller du fait que des scientifiques tentent de *recréer le soleil dans un laboratoire*, les décroissants s'indignent de ce que les hommes cherchent à imiter la nature... ou dieu – ce sont eux qui le disent. Et même dans la vision qu'ils ont des loisirs et de la vie en général, on retrouve ce même regard limité : Serge Latouche fait cet étonnant éloge du chacun chez soi : « *Un clocher au centre, et tout autour un horizon, délimitent un territoire suffisant pour une vie d'homme. Il ne faut pas bouger pour que l'imagination déploie ses ailes.* »²⁰

D'autres perspectives pour l'humanité

Comme on est loin, en lisant cette apologie de l'immobilisme et cette théorisation de son propre manque d'ambition pour l'humanité, des perspectives grandioses que le marxisme trace à l'humanité ! Comme nous l'avons dit, nous ne sommes pas scientifiques ; mais nous pensons tout de même que l'on peut placer d'immenses espoirs dans l'alliance de la révolution sociale et de la science. Et ne pas perdre confiance en cela, quelles que soient les difficultés de la période traversée, est l'ambition des communistes. Dans une période bien plus sombre, en 1927, alors que le stalinisme était en train d'abattre une chape de plomb sur la révolution russe, le bolchevik Adolf Ioffé écrivait, sur son lit de mort : « *Pendant plus de trente ans j'ai admis l'idée que la vie humaine n'a de signification que dans la mesure où elle est au service de quelque chose d'infini. Pour nous, l'humanité est cet infini. (...) Si on croit, comme je le fais, au progrès, on peut admettre que lorsque l'heure viendra pour notre planète de disparaître, l'humanité aura longtemps avant trouvé le moyen d'émigrer et de s'installer sur des planètes plus jeunes.* »²¹

Nous ne discutons pas de la validité scientifique de cette idée, mais de l'attitude morale qu'elle dénote. L'humanité n'a finalement pu avancer que parce que tout au long de son histoire, des hommes et des femmes – inventeurs, découvreurs, savants, révolutionnaires – ont été capables de réfléchir ainsi et de regarder au-delà de leur clocher.

Nous l'avons dit au début de cet exposé, rien ne prouve de façon certaine que l'avenir de l'humanité ne ressemblera pas à un cauchemar d'auteur de science-fiction.

Mais rien ne permet non plus de penser que l'humanité ne sera pas capable de résoudre les problèmes qui se posent à elle, lorsqu'elle aura le contrôle sur sa propre économie.

Le communisme

Régler définitivement les drames et les crises engendrés par le capitalisme exigera, pour reprendre une expression de Marx, « *une mobilisation consciente de toute l'humanité* ». L'erreur fondamentale des décroissants est de croire que cette mobili-

²⁰ Serge Latouche, op. cit.

²¹ Adolf Ioffé, *Lettre d'adieu*, 15 novembre 1927

sation peut se produire sans sortir du système capitaliste, c'est-à-dire sans avoir exproprié la classe bourgeoise par une révolution sociale.

Alors, ce seront les travailleurs eux-mêmes qui dirigeront le monde. Alors, on se dirigera vers la construction d'une société communiste.

Ce n'est qu'à partir de là que l'humanité, débarrassée de ses parasites, pourra commencer à se poser consciemment le problème de la production et de la consommation. Décider ce qui devra croître et décroître. Apprendre, comme disait Marx encore, à « *administrer [la terre] en bons pères de famille, afin de transmettre aux générations futures un bien amélioré* ». Car ce n'est qu'alors qu'elle aura et le pouvoir, et les moyens culturels de le faire consciemment. La règle qui régira la société socialiste sera, en matière de production : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.* » Les besoins seront définis démocratiquement, cette définition donnera naissance à des plans de production, et cette planification permettra une production maîtrisée qui mettra fin pour toujours au gâchis et au gaspillage du capitalisme. Qu'est-ce qui croîtra et qu'est-ce qui décroîtra, dans cette société ? Il est évidemment difficile de le dire aujourd'hui au-delà du fait qu'une humanité consciente apprendra certainement à se limiter si cela est nécessaire, regardera avec mépris les avions privés et les yacht géants des milliardaires d'hier...

On peut cependant déjà avoir quelques idées : dès que l'homme sera débarrassé des oppositions de classe, dès qu'il n'y aura plus un seul exploiteur à menacer et à vaincre, la première production qui disparaîtra sera naturellement celle des armes.

Dès que l'économie sera rationalisée et planifiée, de formidables économies de papier – et donc de bois ! – seront faites grâce à la disparition progressive d'abord des milliards de prospectus et d'affiches publicitaires, puis tout simplement des billets de banque et des chèques. Et ce ne sont que quelques exemples – mais nous sommes convaincus que l'humanité fera preuve, en la matière, de beaucoup d'imagination.

Oui, dans une telle société, l'homme aura pour la première fois la possibilité d'avoir la maîtrise totale sur la nature et sur ses destinées. Et tant pis pour ceux qui pensent que c'est vouloir prendre la place de dieu : nous ne croyons pas en dieu.

L'homme soumettra la nature à sa volonté, mais cela ne veut pas dire qu'il la négligera – car il aura alors pleinement conscience qu'il a besoin de la protéger, parce qu'il en est partie intégrante. Trotsky écrivait à ce sujet en 1925 : « *Les idéalistes nigauds peuvent dire que tout cela finira par manquer d'agrément... c'est pourquoi ce sont des nigauds. Pensent-ils que tout le globe terrestre sera tiré au cordeau, que les forêts seront transformées en parcs et en jardins ? Il restera des fourrés et des forêts, des faisans et des tigres, là où l'homme leur dira de rester.* » Et il précise dans un autre article : « *Le mode de vie communiste ne croîtra pas aveuglément, à la façon des récifs de corail dans la mer. Il sera édifié consciemment. Il sera contrôlé par la pensée critique. Il sera dirigé et rectifié. L'homme, qui saura déplacer les rivières et les montagnes, qui apprendra à construire des palais du peuple (...) au fond de l'Atlantique, donnera à son existence la richesse, la couleur, la tension dramatique, le dynamisme le plus élevé.* »²²

²² Léon Trotsky, *Littérature et révolution*

Oui, camarades, nous avons confiance dans cet avenir-là pour l'humanité. Nous sommes tous témoins de l'extraordinaire accélération du progrès scientifique et technique, du fait que si l'homme a mis des centaines de milliers d'années pour inventer le feu et la pierre taillée, il ne lui a fallu que deux siècles à peine pour passer de la machine à vapeur au génie génétique et aux nanotechnologies. Il est certain qu'utilisé par le capitalisme, ce progrès peut engendrer le pire. Mais utilisé par une humanité consciente, il peut tout simplement permettre de changer la face de l'humanité. Aux décroissants qui ne proposent à l'humanité que de revenir à la société préindustrielle et de renoncer aux fruits du progrès, nous répondons avec Trotsky : « *L'inconnaissable n'existe pas pour la science. Nous comprendrons tout ! Nous apprendrons tout ! Nous reconstruirons tout !* »

Ces perspectives semblent peut-être bien éloignées de la situation que nous vivons en ce moment. Il faudra pourtant continuer de les défendre contre vents et marées, parce qu'elles seules sont à la hauteur de l'humanité et de tout ce qu'elle a été capable de réaliser de meilleur tout au long de son histoire.

Vive le communisme !